

_____/_____) MOIRE DE ____/_____) TAGE

L'IMPACT DE L'ASSURANCE SUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE

EN

REPUBLIQUE POPULAIRE DU SENIN

Maître de stage :

Camarade AKPAMOLI Pierre Antoine
Responsable de l'Agence "B"
de la SO.N.A.R.

COTONOU

Présenté par AMOUSSOUGA Venan
Etudiant Stagiaire du Cycle
Supérieur de l'Institut
International des Assurances

YAOUNDE

au terme de sa 1ère année
d'études

Promotion 1978-1980

Avant-propos	1
Introduction	3

PREMIERE PARTIE

Chapitre I	Processus de développement des Economies "actuellement développées"	6
I -	Elément d'amorce de la croissance des Economies "actuellement développées"	7
a)	Les progrès techniques	7
b)	L'évolution démographique	8
c)	Le capitalisme commercial et financier du XVIII ^e siècle	9
d)	L'accroissement de la productivité agricole...	9
II -	Les mécanismes de diffusion de l'accroissement... <i>la croissance</i>	11
III -	Les mécanismes de structure	13
IV -	Les leçons de notre étude	14
Chapitre II	Diagnostic de notre état de "sous-développé" et stratégie du développement en R.P.B.	16
I -	Diagnostic du sous-développement	17
A -	La croissance économique depuis 1959 en République Populaire du Bénin	17
a)	Le produit intérieur brut par secteur	18
b)	La formation brute de capital fixe	21
c)	Le commerce extérieur	21
d)	Le Revenu National	21
e)	L'Epargne Réelle	22
f)	Les finances publiques	22
B -	La division internationale du travail	24
C -	La dialectique du sous-développement	24

D - Les difficultés inhérentes à l'accumulation de capital	25
II - Stratégie de développement en République Populaire du Bénin	26
DEUXIEME PARTIE	
Chapitre I - La place de l'Assurance dans l'Economie Béninoise	31
Chapitre II - L'Assurance dans le processus de Développement Economique et Social	38
Chapitre III - Un Instrument de croissance : l'assurance de l'Investissement	43
I - Généralités	44
II - Organisation de l'assurance-Investissement	45
a) L'assurance des Investissements coopératifs..	46
b) L'assurance des Investissements réalisés par les "bailleurs de fonds étrangers".....	48
III - L'influence de l'assurance-investissement sur le développement économique	49
Conclusion	51

DOCUMENTS ANNEXES

- A - Description sommaire de certaines tâches exécutées au cours du stage.
- B - Formulaires de proposition d'assurance automobile et d'avenant
- C - Exemplaires de conditions générales de contrat Automobile et de contrat Incendie
- D - Police Responsabilité Civile Chef d'entreprise de la "Johnney-Hall Bénin"
- E - Note de couverture relative à Police Incendie "S O B E P A Comé"
- F - Lettres N° 460/PA/VA/AL et N° 469/PA/VA/AL.

A N T - R O P O S

-:-:-:-:-

Nous avons choisi dans le cadre de notre stage de fin de première année d'études "théoriques" au cycle supérieur de l'Institut International des Assurances de Yaoundé, de réfléchir sur l'impact de l'Assurance sur le développement économique en République Populaire du Bénin.

Le présent document n'est que le fruit des réflexions de quelques jours. Nous n'avons donc pas la prétention d'avoir abordé tous les aspects d'un sujet aussi délicat que celui-ci.

Nous reconnaissons qu'en raison des nombreuses lacunes statistiques de base, il ne nous a pas été possible d'approfondir certaines analyses.

Toutefois, nous espérons par ce thème contribuer à un besoin d'information tout au moins générale.

Un tel choix n'est pas seulement motivé par le besoin instinctif de valoriser une profession à laquelle l'on se prépare. Les réalités quotidiennes attestent à plus d'un titre que l'Assurance apparaît comme l'un des facteurs essentiels des mécanismes économiques de l'avenir ~~devra~~ dominés par des interconnexions entre économies individuelles et collectives.

Ce document a pu être réalisé grâce à l'assistance extrêmement positive et efficace du Camarade AKPAMOLI Pierre Antoine, Responsable de l'Agence B de la Société Nationale d'Assurance et de Réassurance (S.O.N.A.R.) de la République Populaire du Bénin.

Nous lui en savons gré.

Nous tenons aussi à remercier sincèrement le Directeur Général de la S.O.N.A.R. pour toutes les suggestions qu'il nous a faites et pour l'aide en moyens matériels et humains qu'il a bien voulu mettre à notre disposition dans le cadre du déroulement normal de notre période de stage pratique en général et de l'élaboration

du présent mémoire de stage en particulier.

Nous exprimons également notre reconnaissance à tous les travailleurs de l'Agence B de la SO.N.A.R. qui ont tous bien accepté de nous faire bénéficier de l'expérience qu'ils ont acquise dans la pratique de l'Assurance ; car, notre stage n'a pas seulement consisté à élaborer un mémoire, mais nous avons aussi et surtout participé, et ce, de façon effective à tous les travaux inhérents à la vie de l'Agence - qu'il s'agisse de recevoir des clients, d'élaborer des contrats, d'instruire des dossiers ou de participer à des réunions de cadres etc. ... -

Nous remercions enfin, tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à l'élaboration du présent document.

INTRODUCTION

— — — — —

Le problème du développement peut être abordé sous bien des aspects.

Il n'est pas de personne qui ne conçoive le développement économique d'une manière plus ou moins claire.

S'il n'est pas toujours possible d'aborder le problème dans toute sa globalité, il est tout au moins souhaitable que chacun puisse apprécier à juste titre la participation et l'apport de sa branche d'activité, de sa profession dans le développement économique et social de son pays.

C'est ce que nous tenterons de faire ici en choisissant le sujet de mémoire : l'impact de l'assurance sur le développement économique.

Nous croyons contribuer ainsi à un travail d'information qui constitue à notre avis un prélude nécessaire à tout développement économique et social.

L'ensemble des phénomènes sociaux n'est ^{certes} pas réductible aux seules dimensions économiques.

La comptabilité nationale qui mesure en termes monétaires la création et les échanges de droits économiques n'a pas pour objet de mesurer le bien-être, le bonheur et la satisfaction sociale.

Cependant, l'économique n'est pas dissociable du social.

L'analyse économique qu'apporte la comptabilité nationale constitue l'un des axes de la description de la réalité sociale.

Parallèlement, doivent être pris en considération d'autres instruments utilisant des mesures non monétaires. Ils peuvent prendre la forme d'équilibres comptables (budgets-temps, comptes socio démographiques, bilan des ressources naturelles) ou non (indicateurs sociaux) et même d'éléments purement subjectifs.

.../...

Compte tenu du fait que ces instruments sont encore peu développés en République Populaire du Bénin, nos analyses sont pour la plupart fondées sur des données fournies par les comptes économiques et autres statistiques disponibles. Il en résulte nécessairement des insuffisances.

Notre démarche consiste à étudier à partir d'exemples concrets le processus de développement des pays actuellement "développés", à en tirer des leçons pour ensuite faire un diagnostic de notre économie nationale et définir une stratégie de développement. Nous essaierons enfin de placer l'assurance dans son contexte afin de définir et d'analyser son impact sur le développement économique.

L'assurance de l'investissement nous apparaît comme un véritable instrument de développement économique et social. D'ailleurs, allons-nous suggérer des modalités de souscription d'un tel contrat.

PREMIERE PARTIE

H A P I T R E I

- * - * - * - * - * - * -

 ROCESSUS DE DEVELOPPEMENT DES ECONOMIES
ACTUELLEMENT " DEVELOPPEES "

- * - * - * - * - * - * -

I - ELEMENT D'AMORCE DE LA CROISSANCE DES ECONOMIES ACTUELLEMENT DEVELOPPEES

Un éminent économiste déclarait déjà que le développement économique, de nature, est un processus assez complexe pour que nous ne soyons tentés de l'enfermer dans le cadre d'une théorie étroite qui attribuerait à une cause unique un pouvoir quasi providentiel.

Cette tentation écartée, il reste cependant essentiel de savoir quel élément, dans l'amorce de la croissance des économies actuellement développées, avait joué un rôle déterminant.

S'il peut être retenu que cet élément n'est pas la cause unique de cette amorce, sa présence et son action, néanmoins, en constituaient la condition primordiale.

Après avoir isolé cet élément, il faut surtout se garder de "nourrir l'illusion" d'avoir résolu le problème en soi du développement. Il s'agira en outre de ressortir les mécanismes en présence dans un tel mouvement ainsi que leurs modes d'action.

Ces deux recherches nous ont amenés d'abord à une étude relativement approfondie, surtout au niveau sectoriel des cas anglais et français. Nous avons ensuite étendu notre investigation à d'autres pays dans le but de vérifier nos hypothèses. Cette extension nous a permis d'écarter un ensemble de facteurs importants, généralement retenus comme des facteurs d'amorce. Il s'agit des progrès techniques, de l'évolution démographique, du capitalisme commercial et financier du XVII^e siècle.

a) Les progrès techniques

Nous avons la préoccupation de savoir si les nombreuses inventions techniques qui accompagnèrent le début du développement industriel sont des facteurs conditionnés par l'évolution économique ou la conditionnant.

Nos études nous ont permis de nous rendre compte que l'accroissement de la demande dans certains secteurs a conduit à un goulot

.../...

d'étranglement que seules les modifications techniques pouvaient permettre de surmonter. Cet état de choses favorisa la recherche et l'utilisation de procédés techniques.

Il apparaît donc clairement que les progrès techniques et leur utilisation pratique furent la résultante d'une modification de la demande **du secteur** où ils se produisaient.

D'ailleurs, faut-il remarquer qu'en l'absence d'une forte demande, il aurait été impossible d'écouler une production de qualité relativement basse, inhérente aux tâtonnements de la mise au point des techniques.

b) L'évolution démographique

Bien des auteurs ont tenté de retenir l'évolution démographique comme facteur d'amorce du développement économique.

Cette appréciation découle du fait que dans le contexte des économies développées du 20^e siècle, on est autorisé à juste titre d'assigner un rôle positif à la progression démographique dans l'expansion. Ceci résulte d'une très forte élasticité de l'offre qui constitue un postulat implicite et quasi unanimement présent dans la plupart des études sur la relation entre la population et la croissance dans les économies développées du 20^e siècle.

Contrairement à cette situation inhérente aux économies dont nous venons de parler, on peut dire, très schématiquement, que dans les sociétés traditionnelles, l'offre est quasi rigide en raison de la primauté de l'agriculture de subsistance.

Mentionnons que les premières révolutions démographiques ont trouvé leur origine dans un accroissement substantiel des disponibilités alimentaires et dans les progrès de la médecine rendus d'ailleurs possibles par l'accroissement des ressources.

En tout cas, s'il est exagéré d'avancer à partir des comparaisons que l'on peut effectuer entre le rythme de la croissance économique et celui de la croissance démographique, qu'une progression démographique soit une condition nécessaire pour le développement économique, il est certain que la croissance démographique est une condition nécessaire pour le développement économique.

démographique rapide a constitué dès le 19^e siècle un frein pour le développement économique, il convient d'exclure cet élément comme facteur déterminant de l'amorce du développement.

c) Le Capitalisme commercial et financier du XVII^e siècle

La discordance que l'on a souvent notée entre les aires géographiques d'accumulation de capital et celles de la révolution industrielle ébranle fortement la thèse selon laquelle le capitalisme commercial et financier du XVII^e siècle a été le facteur important de l'amorce de la croissance des économies actuellement développées.

Cette discordance, jointe aux conditions générales très peu favorables aux transferts de capitaux destinés à l'investissement industriel permet d'écarter plus sûrement du rôle pionnier ce capitalisme commercial.

S'il est généralement admis que dans la consolidation de la révolution industrielle, le capital financier et les institutions de crédit ont joué un rôle important, en revanche, dans les premières décennies du démarrage, ce rôle a été très restreint ou même négligeable.

Ces éléments peuvent être écartés comme d'autres de moindre importance dont la montée des prix. Enfin, le facteur déterminant dans l'amorce du développement ne serait-il pas l'accroissement de la productivité agricole.?

d) L'accroissement de la productivité agricole

Les raisons d'un tel choix se retrouvent dans les conclusions que l'étude du développement dans les divers pays permet de tirer quant à la chronologie de la croissance des divers secteurs.

Les cas de l'Angleterre et de la France auxquels nous nous sommes attachés plus particulièrement, nous ont permis, grâce à une étude relativement poussée des divers secteurs d'activité, de discerner cette préséance de l'agriculture, que confirme largement l'évolution

14

d'autres pays. Mais à côté de cet argument important, il convient de mettre en relief l'impossibilité de progrès économiques généraux dans les premières phases du développement sans progrès préalables ou du moins, concomitants de la productivité agricole.

En effet, le faible niveau de la productivité de l'agriculture a constitué un obstacle à tout accroissement sensible de la production industrielle. L'accroissement de cette production industrielle aux premiers stades tout au moins, suppose une augmentation de la proportion de la population active, y étant employée, balancée par une réduction équivalente de la population active agricole. Il s'en serait suivi une baisse de la production agricole, peut être plus importante encore que celle de l'emploi, alors que la plupart de ces exploitations agricoles n'ont pas encore atteint le seuil des rendements décroissants.

La possibilité de sortir de cette impasse par un échange international de produits industriels contre des produits agricoles se serait heurtée à l'obstacle représenté par des coûts de transport parfois excessifs. Cet obstacle n'aurait pu être levé que dans l'hypothèse d'un très fort accroissement de la productivité industrielle ou dans celle d'une réduction des coûts de transport, deux hypothèses qui supposent un développement préalable. Il est d'ailleurs pleinement significatif que l'Angleterre a attendu jusqu'après les années 1840 soit quatre vingts ans après le début de sa révolution industrielle pour commencer à importer une part appréciable de ses produits alimentaires.; les autres cas, que ce soit ceux de la France, de l'Allemagne, de la Belgique ou même du Japon confirment cette constatation.

Par ailleurs, en se plaçant uniquement dans le contexte de la société pré-industrielle dans laquelle l'agriculture occupait 80 % des actifs, il est possible de discerner l'évidence du rôle de l'agriculture. Dans semblable société, il est peu probable que l'impulsion très forte qui était nécessaire pour amorcer un développement général pût avoir son origine hors de l'agriculture.

.../...

Nous venons ainsi de fixer, dans la logique de notre analyse, l'accroissement de la productivité agricole comme facteur déterminant de l'amorce de la croissance économique.

Il nous reste cependant à étudier les mécanismes de diffusion de l'accroissement, les mécanismes de structure et à tirer des leçons pour la suite de notre étude afin de faire le diagnostic de l'économie béninoise et de pouvoir ainsi définir une stratégie du développement.

II LES MECANISMES DE DIFFUSION DE L'ACCROISSEMENT

L'accroissement de la productivité agricole s'est traduit d'abord par une augmentation des ressources disponibles et par conséquent, une amélioration dans l'alimentation.

En Europe, où les conditions climatiques confèrent aux vêtements un rôle important, il est évident que ce fut vers ces produits que se dirigea une partie des ressources supplémentaires découlant de l'accroissement de la productivité agricole.

L'agriculture a directement suscité la mécanisation du travail textile qui, à son tour, eut des effets positifs sur la productivité agricole.

C'est ici, ^{que se place} l'une des multiples interactions entre le développement agricole et le développement industriel.

Pour mieux appréhender les mécanismes de diffusion, il suffit de se reporter à une étude intitulée Révolution industrielle et développement d'un Economiste Contemporain dans laquelle on peut lire notamment :

"La mécanisation du travail textile fut un facteur qui favorisa l'accroissement de la production agricole et surtout celui de la productivité agricole. L'introduction progressive du travail mécanisé amena une baisse de la productivité des ouvriers travaillant sur les anciens métiers à bras relativement à celle des ouvriers utilisant les nouvelles machines, qui, ~~assez~~ ^{très} rapidement, vu l'absence des lois sociales, entraîna une baisse des salaires (ou des profits dans les cas des

.../...

producteurs indépendants) pour les ouvriers "non mécanisés", et par conséquent, l'abandon progressif du travail textile rural. Cette disparition eut des effets différents selon l'exploitation agricole et l'ampleur que le travail textile y avait prise.

Dans les exploitations riches et rentables, il y eut en général un transfert vers l'agriculture du temps précédemment consacré au travail textile.
 Dans les exploitations ~~riches et~~ rentables, cette baisse des rémunérations poussa la population agricole à l'abandon total du travail agricole, ce travail ne pouvant assurer un niveau suffisant de ressources.

Cela permit à l'industrie textile de susciter sa propre réserve de main-d'oeuvre ; le résultat final de cette évolution divergente fut un accroissement de la productivité agricole globale, puisqu'elle conduisit à une augmentation des quantités de travail dans les exploitations ~~les moins rentables.~~ *agricoles*

Mais, parallèlement à cette interaction de l'agriculture et du textile, les modifications de l'agriculture ont également joué un rôle important dans un autre secteur industriel vital : La sidérurgie. D'après les estimations que nous avons faites, il apparaît que la cause essentielle de l'accroissement de la demande de fer qui marqua les premières décennies du développement agricole, réside dans la demande occasionnée par cette agriculture sous forme d'outillages, de bandages de roues et de ferrures de chevaux. Comme pour le textile, la demande accrue conduisit ce secteur à introduire des innovations techniques afin de briser le goulot d'étranglement essentiellement constitué par les combustibles. L'obstacle surmonté (par l'utilisation du charbon), la réduction des coûts de production qui en résulta élargit les débouchés de la sidérurgie tout en favorisant la productivité agricole par l'emploi plus généralisé d'outillage en fer. Ainsi, nous nous trouvons encore une fois en présence d'une de ces interactions entre l'agriculture et l'industrie, dont nous parlions plus haut. En outre, cette baisse du prix de revient de la sidérurgie facilita dans l'industrie textile l'abandon du bois pour le fer dans la construction de ses machines. Et ce sont les machines textiles qui constituèrent, comme nous avons pu l'établir le principal débouché de cette sidérurgie jusqu'à l'avènement des chemins de fer.

L'industrie textile (par sa demande d'une source d'énergie pour mouvoir ses machines) et la sidérurgie (grâce à la réduction du coût du fer et à l'accroissement de la production du charbon) créèrent des conditions extrêmement favorables à la transformation de la machine à feu de New-Comen et Savery, instrument peu rentable en cette source d'énergie relativement bon marché et souple que fut la machine à vapeur de Watt. De ce chef, les avantages de la mécanisation en furent accentués.

Cette utilisation plus large des machines à vapeur, jointe à un accroissement de la production de fer et, par là, à la réduction de son coût, suscitèrent à leur tour les conditions nécessaires à la création des chemins de fer, qui permirent une forte baisse des coûts de transport terrestre.

Après avoir ainsi résumé l'essentiel de ce que nous avons convenu d'appeler les mécanismes de diffusion, nous ferons le rappel correspondant des mécanismes de structure.

III LES MECANISMES DE STRUCTURE

Aux premiers stades du développement, les investissements étaient très peu onéreux. Au XIX^e siècle, il suffisait de six à huit mois de salaire moyen en France pour mettre un actif au travail dans l'industrie.

Ce coût extrêmement faible des investissements, joint à une structure industrielle peu concentrée, explique la possibilité de l'émergence d'une classe capitaliste issue de l'agriculture.

On comprend dès lors, qu'il ait été possible à d'anciens agriculteurs, qui, grâce au travail textile rural, avait acquis une certaine expérience technique, de se transformer en entrepreneurs industriels.

Des niveaux très élevés de profits facilitèrent les investissements grâce à l'autofinancement et permirent un accroissement graduel de la capacité totale de production.

.../...

de la capacité totale de production.

Notons que pour éviter que le système entier se grippe dès qu'un ou plusieurs chaînons viennent à lâcher, le protectionnisme avait été institué pour entretenir "l'industrie dans l'enfance". Ce principe a été nécessaire afin que le développement d'un quelconque secteur puisse profiter aux autres et, par effets induits à lui-même.

L'ensemble du processus de diffusion que nous avons décrit précédemment, a pu se dérouler d'autant plus aisément que la technique mise en oeuvre était relativement simple. On peut considérer que jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'introduction des machines dans n'importe quelle société occidentale pouvait s'appuyer assez largement sur les métiers traditionnels.

Avec ces derniers éléments, nous avons fait le tour des principaux mécanismes qui ont amorcé au XIX^e siècle la croissance des pays actuellement développés.

Mais notre effort serait vain si l'objectif visé n'était pas de tirer des leçons d'une telle étude afin de définir une stratégie du développement en République Populaire du Bénin.

IV LES LECONS DE NOTRE ETUDE

On a été souvent frappé par le fait que les modifications apportées par le développement d'une partie du monde ont transformé totalement dans l'autre les conditions d'action des mécanismes (qui avaient permis un mouvement de croissance généralisée par une série d'interactions multiples), muant en obstacle ce qui, précédemment, était élément positif. C'est ainsi que la simplicité de la technique au début du XIX^e siècle s'est graduellement transformée par un appel de plus en plus fréquent à une science à niveau théorique de complexité croissante.

De ce fait, l'intégration pure et simple de la technique traditionnelle devient impossible.

La formation technique s'impose, qui impose à son tour le préalable d'un certain niveau d'éducation générale ; ici apparaît le goulot d'étranglement dû à l'analphabétisme.

Tant que le problème de l'intégration technique ne sera résolu, les pays du Tiers Monde pourront difficilement amorcer leur développement économique.

On a souvent retenu l'absence de protection "naturelle", le coût élevé des investissements, l'introduction de lois sociales et l'inflation démographique comme cause du sous-développement.

En réalité, le problème du développement se résume à celui de la maîtrise sociale de la dynamique technologique.

Nous abordons dans un second chapitre le diagnostic du sous-développement et la stratégie du développement.

 H A P I T R E II

-+--+--+--+--+--+

DIAGNOSTIC DE NOTRE ETAT DE "SCUS-DEVELOPPE"
ET STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT

I DIAGNOSTIC DU SOUS-DEVELOPPEMENT

Le diagnostic est en premier lieu l'analyse de l'état des grandes variables économiques et sociales et de leurs relations ; ce sont :

- les valeurs ajoutées des différents secteurs et le produit intérieur brut (P.I.B.)
- le revenu national
- l'épargne nationale
- les progrès techniques
- les investissements dont l'emploi, la santé, l'éducation
- la balance commerciale et la balance des paiements, etc. ...

Une telle analyse suppose d'une part une bonne documentation statistique, des études de fond sur les mécanismes économiques et sociaux et le comportement des agents économiques.

Ensuite, il s'agira de faire la projection des grandes variables et de définir leurs trajectoires et dans le cas où celles-ci sont jugées indésirables, mener des actions correctrices. Ladite projection s'appuie sur des études de prospective.

A) La croissance économique depuis 1959 en République Populaire du Bénin

Malgré l'insuffisance relative des statistiques en République Populaire du Bénin, nous pouvons tenter un diagnostic en nous fondant en grande partie sur les comptes nationaux publiés par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique. (I.N.S.A.E.)

En effet, le P.I.B. en prix courants est passé de 41 800 millions de francs CFA en 1963 à 42 719 millions en 1964 ; 46 745 millions en 1965 et 48 152 millions en 1966. Ceci représente un accroissement de 4,8 % par an entre 1963 et 1966.

Le P.I.B. étant de 34 636 millions en 1959, nous constatons que la croissance entre 1959 et 1966 a été également de 4,8 %.

Il est hors de doute qu'une partie appréciable de cette croissance est imputable à l'augmentation des prix ; le taux de croissance réel par an entre 1963 et 1966 se situant autour de 2,9 % compte tenu des estimations en prix constants que nous avons faites.

Le taux d'accroissement annuel de la population étant de 2,8 % environ pour la même période, nous pouvons retenir que notre Economie Nationale a connu presque une phase de stagnation.

A titre d'information, l'accroissement en pour cent (%) du P.I.B. en prix courants d'une année par rapport à l'année précédente entre 1959 et 1966 se présente de la manière suivante :

| Année finale
de la période
Année d'origine | 1962 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
|--|------|------|------|------|------|
| 1 9 5 9 | 3,4 | 4,8 | 4,3 | 5,0 | 4,8 |
| 1 9 6 2 | | 9,3 | 5,7 | 6,7 | 5,9 |
| 1 9 6 3 | | | 2,2 | 5,4 | 4,8 |
| 1 9 6 4 | | | | 8,8 | 6,2 |
| 1 9 6 5 | | | | | 3,6 |

a) Le produit intérieur brut par secteur

L'analyse de l'évolution du P.I.B. nous autorise à constater comme l'indiquent les tableaux qui suivent que la structure du PIB en République Populaire du Bénin n'a pas sensiblement varié entre 1959 et 1966.

.../...

Participation des différents secteurs à la formation du PIB

| SECTEURS | MILLIARDS DE FCFA | | | | | POURCENTAGES (%) | | | | |
|------------|-------------------|------|------|------|------|------------------|------|------|------|------|
| | 1959 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1959 | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 |
| Primaire | 13,9 | 15,5 | 17,1 | 18,1 | 19,2 | 40 | 37 | 40 | 39 | 40 |
| Secondaire | 2,8 | 4,1 | 4,2 | 5,0 | 5,1 | 8 | 10 | 10 | 11 | 11 |
| Tertiaire | 17,9 | 22,2 | 21,4 | 23,4 | 23,9 | 52 | 53 | 50 | 50 | 49 |
| TOTAL | 34,6 | 41,8 | 42,7 | 46,5 | 48,2 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

On peut, en dépit de la remarque ci-dessus faite, noter une légère augmentation de la valeur ajoutée du secteur secondaire.

Les statistiques indiquent par ailleurs que la contribution de l'agriculture a baissé en 1967 comme conséquence d'une mauvaise campagne agricole. Ainsi donc, le Bénin en 1967 a produit moins qu'en 1966 en termes de marchandises, mais, nous avons réalisé quelques bénéfices commerciaux de nature conjoncturelle.

Le tableau ci-dessous montre une augmentation du taux de l'investissement et un fléchissement de la consommation privée en 1967

(Voir tableau à la page suivante)

.../...

UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

| DEPENSES IMPUTEES | MILLIARDS DE FCFA | | | | | | POURCENTAGES (%) | | | | |
|---------------------------------|-------------------|------|-------|-------|-------|--|------------------|------|------|------|------|
| | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 | | 1963 | 1964 | 1965 | 1966 | 1967 |
| Dépenses de Consommation Privée | 31,3 | 33,2 | 37,7 | 39,5 | 38,1 | | 75 | 78 | 81 | 82 | 78 |
| Consommation Publique | 8,1 | 7,4 | 7,7 | 7,5 | 8,5 | | 20 | 17 | 16 | 16 | 17 |
| Formation brute de capital fixe | 7,1 | 6,5 | 5,9 | 6,2 | 8,6 | | 17 | 15 | 13 | 13 | 18 |
| Variation de stocks | 0,2 | - | 0,4 | 0,4 | 0,4 | | - | - | 1 | 1 | 1 |
| Exportations | 3,5 | 5,0 | 6,1 | 6,9 | 8,8 | | 8 | 12 | 13 | 14 | 18 |
| Moins importations | -8,4 | -9,4 | -11,3 | -12,3 | -15,7 | | -20 | -22 | -24 | -26 | -32 |
| Produit intérieur brut | 41,8 | 42,7 | 46,5 | 48,2 | 48,7 | | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

b) - La formation brute de capital fixe

Elle a augmenté en 1967 par rapport à 1966 en chiffres absolus et relatifs. Une telle augmentation laisse présumer une certaine amélioration dans les années d'après 1967.

L'observation de la formation de capital fixe par agent économique en 1967 permet de remarquer l'importance des sociétés et quasi sociétés ainsi que des ménages dans une telle formation. Néanmoins, la part relativement plus élevée de leurs amortissements affaiblit cette participation lorsque l'on prend en considération la formation nette de capital.

| AGENT ECONOMIQUE | FORMATION DE CAPITAL FIXE | |
|--------------------------------------|---------------------------|---------|
| | BRUTE | NETTE |
| Sociétés et quasi-sociétés | 3 445,7 | 2 501,3 |
| Administrations | 1 626,3 | 1 432,3 |
| Ménages et entreprises individuelles | 3 547,4 | 1 469,3 |
| T O T A L | 8 619,4 | 5 402,9 |

c) Le Commerce extérieur

Le commerce extérieur présente un solde négatif très élevé depuis 1959. Mais en 1967, on note que le taux de couverture des importations par les exportations a augmenté de 33 % par rapport à 1966.

d) Le Revenu National

Le revenu national qui était de 35,2 milliards en 1963 s'est élevé à 40,6 milliards en 1967. Cette augmentation présente un accroissement annuel de 3,6 % pour la période de 1963-1967.

Remarquons cependant que de 1966 à 1967, nous enregistrons une baisse du revenu national de l'ordre de 2,7 %.

e) L'Epargne Réelle

On obtient l'épargne réelle brute en déduisant la consommation finale du produit intérieur brut.

Nous pouvons noter pour la période de 1964 - 1967 que le niveau a été pratiquement le même pour les deux années extrêmes alors que les données intermédiaires ont connu une baisse d'environ 50 % conformément au tableau ci-dessous.

| ANNEES | EPARGNE REELLE BRUTE
(MILLIONS DE FCFA) |
|---------|--|
| 1 9 6 4 | 2 074 |
| 1 9 6 5 | 1 047 |
| 1 9 6 6 | 1 171 |
| 1 9 6 7 | 2 177 |

f) Les Finances Publiques

L'administration est un grand consommateur dans l'économie béninoise.

Pour notre étude, nous nous sommes surtout intéressés à la répartition du crédit. Cette distribution du crédit en 1967 avait favorisé le commerce. Néanmoins, elle n'avait joué qu'un rôle secondaire sur la croissance économique du pays.

| REPARTITION DU CREDIT | POURCENTAGES |
|-----------------------|--------------|
| Court Terme | 82,1 |
| Moyen Terme | 4,3 |
| Long Terme | 13,6 |
| T O T A L | 100,0 |

Le crédit à court terme a été utilisé à 70 % pour le commerce et activités auxiliaires et à 30 % pour d'autres activités.

En conclusion, nous pouvons dire pour la période de 1959-1967 étudiée, que l'économie de la République Populaire du Bénin, (comme nous croyons l'avoir dit implicitement) ne présente pas un visage favorable. On parlera de phases de récession et de stagnation.

La tendance précédemment observée a persisté à peu de chose près jusqu'aux années 1971-1972.

Après les années 1974, on peut noter de légères modifications résultant de certains changements opérés dans la base économique du pays, entre autres, le contrôle quasi-systématique des secteurs vitaux de notre Economie Nationale.

Les informations suivantes en sont un témoignage éloquent.

| ANNEES | P.I.B./TETE
(FCFA) | REVENU NATIONAL/TETE
(FCFA) |
|---------|-----------------------|--------------------------------|
| 1 9 6 6 | 19 718 | 16 620 |
| 1 9 6 7 | 19 409 | 16 183 |
| 1 9 7 4 | 35 535 | 34 177 |
| 1 9 7 5 | 36 240 | 34 614 |

Partant des observations que nous avons faites, nous pouvons nous accorder avec un expert des Nations Unies pour dire que le sous-développement naît des mécanismes qui conduisent à la division internationale du travail actuelle entre pays du centre et pays de la périphérie. Une fois établie disait l'expert, la division internationale du travail crée un processus dialectique de sous-développement. Notre analyse portera sur ces deux phénomènes.

B) La division internationale du travail

Elle s'explique fondamentalement dans l'opposition entre les pays qui maîtrisent les systèmes technologiques les plus modernes (pays du Centre) et ceux qui n'y ont pas accès (pays de la périphérie).

En effet, le niveau technologique et la puissance industrielle d'une économie sont étroitement liés. L'infériorité du niveau technologique de la République Populaire du Bénin empêche la diversification sectorielle de l'appareil productif national. Elle a obligé notre pays à se spécialiser dans les productions qui n'entrent pas en concurrence avec celles des pays du centre mais trouvent néanmoins dans ces derniers un marché.

Souvent, il s'agit d'une part de matières premières et d'autre part des secteurs productifs rejetés du centre vers la périphérie lorsque les techniques qu'ils utilisent sont dépassées.

La colonisation a créé toutes les conditions pour maintenir ce schéma qui tend à se perpétuer aujourd'hui par suite de l'incohérence des appareils productifs nationaux dans les pays périphériques qui oblige à importer pour produire, à exporter pour importer et à produire pour exporter et qui, par voie de conséquence, s'oppose aux stratégies de protectionnisme éducatif. Cette situation tend à se renforcer dans un processus dialectique de sous-développement.

C) La dialectique du sous-développement

La dialectique du sous-développement est le processus par lequel l'inégalité technologique entre centre et périphérie s'oppose

à l'accumulation du capital dans les pays périphériques qui accentue à son tour les décalages technologiques.

D) Les difficultés inhérentes à l'accumulation de capital

En République Populaire du Bénin, le niveau relativement bas de la technologie se conjugue aux dimensions réduites du marché intérieur pour créer un surplus économique de faible volume.

Dans la mesure où ce dernier est la source du processus d'accumulation du capital, il devient évident que les deux éléments précédents s'opposent à un développement économique auto-entretenu.

Même si notre pays disposait d'un surplus économique suffisant, il se poserait le problème de savoir la manière dont il faut organiser l'allocation du surplus entre les branches.

Si l'investissement obéit à la division internationale du travail, il se produira une augmentation de l'offre des matières premières ; ce qui à son tour provoquera la chute des cours et conduira à une disparition du surplus économique corrélative. En fait, la croissance économique sans diversification sectorielle conduit rapidement à une situation de blocage de la croissance.

Par contre, si l'investissement s'oriente contrairement à la division internationale du travail, des obstacles inhérents au niveau moyen des techniques et à l'insuffisance du marché intérieur apparaîtront.

En effet, l'obligation d'exporter une partie importante de la production sur les marchés extérieurs soumet la production nationale à la concurrence des pays développés mieux dotés techniquement ; les coûts de production étant surévalués en raison de l'obligation d'importer les techniques et les moyens de production, les investissements deviennent encore non rentables dans les pays sous-développés lorsque ceux-ci tentent de s'écarter de la division internationale du travail.

On sait par ailleurs qu'il est quasiment impossible de canaliser l'aide extérieure vers des investissements pouvant permettre de construire les secteurs productifs.

Le surplus économique ne trouve pas un champ de valorisation positif dans les pays sous-développés.

En définitive, l'impossibilité de promouvoir un processus autonome d'accumulation dans les pays sous-développés trouve sa source dans les écarts technologiques entre centre et périphérie.

II STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT EN REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

Nos premières préoccupations devront viser l'amélioration des conditions de :

- Création du surplus économique

Il s'agit surtout de la mise au point d'une politique de gestion des unités de production, de la rationalisation des décisions et de la diminution des délais de gaspillage c'est-à-dire l'utilisation au mieux des forces productives existantes et l'augmentation de la productivité du travail.

- Mobilisation du surplus économique

Il faudra maîtriser le surplus ainsi créé en adoptant une politique monétaire, financière et une politique des prix adéquates.

- Affectation du surplus économique

Affecter les ressources conformément aux stratégies sectorielles et régionales est une nécessité en vue d'améliorer constamment les conditions de création du surplus par le développement toujours plus grand des forces productives.

Nous venons de tracer un cadre global auquel, il convient de donner une fonctionnalité.

Ce diagnostic de l'économie nationale a permis de comprendre que la condition fondamentale pour amorcer la croissance économique est la maîtrise sociale de la dynamique technologique.

La maîtrise sociale de la dynamique technologique

Il s'agira surtout de définir une stratégie de choix de techniques peu sophistiquées que le système productif est capable de pro-
.../...

produire et d'utiliser de sorte que la propagation et la diffusion des techniques supérieures soient facilitées et impulsent un processus rapide et autonome d'amélioration des conditions de production.

Cette stratégie s'appuie sur la recherche technique et scientifique et doit déboucher sur une mystique de l'innovation qui débride les talents individuels et collectifs.

Enfin, la protection de la diversification sectorielle, la stratégie de substitution des exportations et la sélection des relations économiques internationales constituent des conditions préalables à la mise en oeuvre d'une stratégie technologique.

La première partie de notre mémoire que nous venons ainsi de finir permet d'affirmer que les conclusions que nous impose l'étude des mécanismes de la croissance des pays sous-développés sont quelque peu pessimistes. La conjonction des multiples obstacles de fonctionnement dont chacun est suffisamment important pour gripper le processus entier de développement, et de l'obstacle de masse que représente l'inflation démographique rend extrêmement difficile un mouvement plus ou moins spontané de croissance généralisée tel que celui qu'ont connu les pays qui, au cours du XIX^e siècle, suivirent l'exemple de l'Angleterre.

Les pays du Tiers-Monde doivent résoudre progressivement le problème de la technologie et se soustraire ainsi à la dialectique du sous-développement.

Dans nos analyses, nous avons tenté de définir la croissance en termes de produit ou de revenu, ce qui est légitime car, il faut un instrument de mesure. Mais, par une regrettable confusion de la fin et des moyens, de l'instrument et de l'action, certaines sociétés (Nations) demeurent au niveau d'une économie de l'avoir qui, en fin de compte, n'autorise un enrichissement qu'aux prix d'un affaiblissement de l'homme en tant que tel.

La notion de développement se charge alors d'ambiguïté suivant que l'on recherche la maximisation du produit social net ou le

.../...

plein épanouissement de l'homme dans une espèce en expansion ; le terme de croissance a des significations différentes et conduit, au niveau de la politique économique à des décisions qui peuvent être opposées.

Le choix des moyens à employer, l'ordre des priorités, l'évaluation des pertes en hommes et en choses sont entre autres déterminés par la signification admise de la notion de croissance.

Paradoxalement, c'est d'abord contre l'homme et sa satisfaction que la croissance doit être affirmée.

En effet, si l'homme ne s'imposait la restriction de la consommation en vue de disposer de capitaux pour produire davantage plus tard, la notion de croissance n'aurait jamais vu le jour et l'humanité serait demeurée au niveau "élémentaire".

La nécessité de renoncer à des satisfactions que l'on pourrait obtenir dans l'immédiat pour étendre dans l'avenir ses pouvoirs créateurs est au centre de la notion de croissance.

L'histoire humaine se caractérise donc par une complexification toujours plus étendue des structures sociales et, dans la vie économique, un allongement du processus de production.

Les sacrifices consentis en vue d'épargner pour investir et produire davantage peuvent être appelés à juste titre les coûts de la croissance.

La notion de coût de croissance se révèle dans un encadrement dynamique, ce qui signifie, en clair, que les efforts et les options imposés aux hommes du temps présent ne peuvent être réduits en terme d'épargne collective, mais sont inscrits dans un contexte évolutif, ce qui aggrave singulièrement les difficultés de leur étude.

La place de l'assurance dans cet ensemble complexe et mouvant peut à première vue paraître bien étroite.

On est même tenté, à un moment, de croire à un examen superficiel que l'Assurance dans toutes ses formes absorbe des capacités productives (travailleurs et capitaux) pour fournir un service dont
.../...

l'utilité sociale n'apparaît pas immédiatement. C'est ici que la notion de coût de croissance reprend tout son sens : en Comptabilité Nationale, l'assurance apparaît comme un coût, les primes payées aux assureurs dépassant en général le montant des sinistres payés par eux. Mais à l'étude des relations complexes de financement auxquelles donnent lieu les opérations d'assurance dans le comportement des agents, on s'aperçoit que son rôle peut être mis à jour.

L'impact de l'assurance dans la croissance économique ne réside pas seulement au niveau de l'accumulation de capital où ~~elle~~ il semble presque évident, mais il se manifeste aussi et surtout à travers les relations humaines que la mutualité rend solidaires et dans la vie de chaque être, en particulier, en lui restituant à l'occasion de moments difficiles, ses pouvoirs de producteur et de consommateur.

Enfin, il nous apparaît qu'un usage plus systématique de l'assurance, notamment par application au risque de l'investissement, est susceptible de contribuer d'une manière très efficace à l'accroissement des capacités productives de l'homme béninois.

C'est pourquoi nous étudierons dans cette seconde partie de notre mémoire successivement :

- La place de l'assurance dans l'Economie Béninoise.
- L'assurance dans le processus de croissance et de développement économique en République Populaire du Bénin.
- L'assurance de l'investissement en tant que véritable instrument de la croissance économique.

DEUXIEME PARTIE

.....

 H A P I T R E I

- : - : - : - : - : -

 A P L A C E D E L ' A S S U R A N C E D A N S L ' E C O N O M I E B E N I N O I S E

Pour mieux appréhender la place de l'Assurance dans l'Economie Béninoise, nous utiliserons en grande partie les comptes nationaux qui nous permettent de déterminer l'importance des Institutions d'assurance dans cet ensemble que représente l'Economie Nationale.

Nos observations porteront sur une période relativement courte en raison des informations statistiques ~~peu~~ disponibles. *l*

En effet, les comptes nationaux présentent deux aspects :

D'une part, les comptes traduisent les résultats de l'activité économique des agents économiques et de leurs relations entre eux et l'extérieur.

D'autre part, ils fournissent des agrégats qui sont les grandes variables de l'Economie Nationale (P.I.B. ; P.N.B. ; R.N. etc. ...), synthèse des activités au sein de la Nation qui élimine les disparités micro-économiques.

La connaissance de chaque compte s'impose pour situer une activité ou une production dans le cadre de l'activité générale et d'en déterminer l'importance.

Le compte de production prend en ressources les biens et services produits par l'agent et en emplois les biens et services nécessaires à cette production ; le solde étant la valeur ajoutée.

Le compte d'exploitation porte en ressources la valeur ajoutée du compte production et en emplois les sommes versées aux agents ayant participé à l'exploitation ainsi que les impôts, taxes, assurances et divers transferts. Le solde du compte d'exploitation représentant le résultat brut d'exploitation.

Le compte d'affectation reprend les opérations courantes de l'agent. Son solde peut être le revenu brut pour les entrepreneurs individuels ou l'épargne encore appelée revenu brut non distribué par les sociétés.

Le besoin ou la capacité de financement est le solde négatif ou positif du compte capital qui reprend en ressources les soldes

.../...

résultant du compte précédent et fait apparaître en emploi la formation brute de capital fixe et les variations de stocks.

Enfin, le compte financier retrace les variations des avoirs financiers de l'agent.

On fait donc souvent apparaître la ventilation des opérations d'assurance à travers les comptes d'agents. Les sommes portées représentent la différence entre les primes versées et les indemnités reçues ; cette différence qui est à la charge des agents apparaît en emploi dans les comptes d'exploitation, d'affectation ou de capital des agents autres que les sociétés d'assurance, et en ressources dans les comptes de celles-ci (affectation ou capital).

Dans tous les cas, l'assurance a souvent été considérée comme un simple procédé de transfert sans contribution véritable à la production nationale et à l'épanouissement de l'économie nationale (sauf lorsque les opérations d'assurance avec l'extérieur dégagent un apport net de capitaux à l'économie.)

On a même parfois dit que cet apport serait réalisé dans de meilleures conditions si les nombreuses personnes qui vivent des opérations d'assurance se consacraient à des activités plus rentables et immédiatement productives.

La sécurité ainsi offerte par l'Assurance est considérée comme un bien de luxe que se procurent "quelques craintifs consommateurs nantis".

Nous pensons pour notre part que cette analyse dénote d'un caractère superficiel.

L'observation sur une période relativement longue permet de se rendre compte de la mesure dans laquelle la sécurité est capable de modifier le climat social et d'agir sur l'emploi et le développement des forces productives.

Nous disons à juste titre que l'observation dans la courte période est fallacieuse. L'utilité de s'assurer est indéniable et

c'est d'ailleurs par une prise de conscience des effets progressifs de l'assurance dans la très longue période que la notion de sécurité sociale a pu être élaborée.

Henri Ford déclarait déjà que la ville de New York n'était pas la création des hommes, mais celle des assurances. Il ajoutait notamment : "Sans les assureurs, il n'y aurait pas de gratte-ciel car, aucun ouvrier n'essaierait de travailler à une pareille hauteur, en risquant de faire une chute mortelle et de laisser sa famille dans la misère. Sans les assurances, aucun capitaliste n'investirait des millions pour construire pareils buildings qu'un simple mégot de cigarette peut réduire en cendres. Sans les assurances, personne ne circulerait en voiture à travers les rues. Et un chauffeur est conscient de ce qu'il court à chaque instant le risque de renverser un piéton..."

On peut dire en République Populaire du Bénin que les assurances ont pris en une période de moins d'une décennie une place de choix dans les comptes des agents. Cependant, cette importance de l'assurance reste encore dans son expression la plus élevée extrêmement modeste.

A titre indicatif, nous avançons, avec toutes réserves, certaines statistiques, car il s'agit d'estimations parfois "grossières".

En 1970, l'assurance représente environ 0,20 % de l'emploi des agents intérieurs ; ce taux est passé à 0,30 % en 1974.

Dans la même période, le prélèvement opéré par l'assurance sur le reste de l'économie a augmenté de plus de 50 % en valeur absolue ; par contre, le revenu national n'a augmenté que de 30 %. On peut alors dire que l'augmentation des dépenses d'assurance s'inscrit dans une certaine mesure dans le processus de croissance général.

Toutefois, nous pouvons remarquer que l'assurance tient une faible proportion dans l'épargne brute des ménages.

.../...

On sait aussi que les primes versées aux sociétés d'assurance, avant d'être restituées à l'économie sous forme d'indemnités sont mises en réserve et font l'objet de placements.

En République Populaire du Bénin, les différentes catégories de placements ne sont pas clairement définies. Il serait par exemple intéressant de disposer de statistiques suffisantes sur l'utilisation des provisions techniques, de définir un seuil de liquidité en caisse et en banque, de connaître la part versée à l'Etat sous forme d'emprunts publics, de participation dans les autres institutions financières (les banques en premier lieu) et dans l'industrie privée.

Ici, pourra se placer l'une des suggestions que nous voudrions faire. Il s'agit, pour la Société Nationale d'Assurance et de Réassurance (S.O.N.A.R.), société d'Etat pratiquement en situation de monopole pour les opérations d'assurance (la Sécurité Sociale mise à part), d'adopter clairement une politique rationnelle de placements.

Dans notre contexte politico-économique, il sera question d'orienter nos placements dans le cadre de nos Plans d'Etat pour répondre entièrement aux impératifs de développement économique et social en République Populaire du Bénin.

Naturellement, les sommes collectées par l'Assurance ne peuvent être utilisées que conformément aux règles de la législation des assurances en vigueur. Un bon placement doit être certain, sûr et liquide. Il en résulte la nécessité de faire saisir par les cadres de l'Etat et de notre Parti, la prudence que requiert l'utilisation des réserves techniques.

En effet, il s'agit pour la S.O.N.A.R. de conserver une capacité financière suffisante pour indemniser rapidement les "sinistrés"; c'est à cette condition première qu'elle pourra bénéficier de crédit auprès du public et de la mutualité statistiquement organisée qu'elle gère. C'est aussi à cette condition que les masses populaires comprendront que l'Assurance constitue un complément nécessaire et

indispensable à toute économie socialiste. Dans une telle économie où le travail en groupe est fortement privilégié, l'assurance constitue d'une part une réserve dans laquelle puisent les banques pour financer les investissements de groupes de personnes prêtes à mettre ensemble leurs moyens de production ; d'autre part, elle donne la sécurité nécessaire et indispensable pour entreprendre. On peut en un mot dire qu'elle réalise la solidarité humaine, condition extrêmement importante pour un développement harmonieux.

Le rôle de la S.O.N.A.R. dans un pays comme le nôtre ne doit pas s'arrêter à ce niveau et nous verrons dans la suite de notre développement que l'une de ses tâches sera encore le contrôle et le suivi des investissements. C'est pour répondre à cette dernière exigence qu'elle doit être dotée de cadres généralistes polyvalents.

En effet, la contribution de l'Assurance dans la formation de capital fixe au Bénin apparaît encore très faible. Si elle était de 3 % dans les années 1960, elle n'atteint pas encore 40 % aujourd'hui.

Le coût de l'assurance représente 0,30 à 0,40 % du produit national brut si l'on se réfère à l'évolution résultant de la Comptabilité Nationale.

Mais la notion de produit national comme le disait déjà M. Michel Dangibeaud, Chef du contentieux de La Protectrice, est elle-même ambiguë. Les services rendus par les salariés des administrations publiques, des ménages, des administrations privées et des institutions financières y sont représentés par leur coût, c'est-à-dire par le montant des salaires versés aux intéressés et des cotisations sociales s'y rapportant ; d'une manière générale, il n'est pas avantageux de considérer qu'il y a égalité entre le service économique fourni par une personne et sa rémunération ; une telle conception peut être à l'origine de dangereuses illusions : une administration pléthorique, par exemple, aux activités plus ou moins parasitaires, apparaît dans les comptes comme contribuant à la formation du produit national, et même à l'investissement ; une telle illusion est dangereuse car elle conduit à une mauvaise gestion des ressources et à une mauvaise répartition des investissements. .../....

national au même titre que les activités créatrices ; une impression de croissance peut ainsi dissimuler un appauvrissement réel lorsque la production proprement dite se développe à un rythme inférieur à celui des services non producteurs et de la population.

On ne peut donc pas se référer exclusivement au produit national brut au prix du marché. L'observation d'autres grandeurs économiques tels le revenu national et la dépense nationale peuvent être d'une grande utilité.

Le rapport du coût de l'assurance (primes perçues moins indemnités versées) au revenu national varie entre 0,45 et 0,50. ?

Il faut aussi noter que les Béninois ne dépensent qu'environ 0,20 à 0,30 % de leurs ressources nettes pour acheter leur sécurité.

Cette évaluation a pour base le montant des primes versées par les agents aux sociétés d'assurances nettes des sinistres et après déduction de la contribution de l'Assurance à la formation du capital.

Enfin, nous ne saurions parler de la place de l'assurance dans l'Economie Béninoise sans nous pencher tant soit peu sur la forme d'assurance que constitue la sécurité sociale.

Dans ce domaine, les statistiques ne sont pas à jour. Cependant, l'on peut retenir que la Sécurité Sociale participe à la formation de l'épargne des ménages et par conséquent à l'accumulation de capital.

L'assurance reconnue comme facteur de sécurité représente pense-t-on un facteur négligeable de croissance à long terme.

Cependant, l'assurance se perfectionne chaque jour davantage, devient une technique et participe à l'effort d'investissement.

Le principe de la mutualité, base même de l'assurance est très solidaire du développement industriel créateur de besoins sociaux.

C'est pourquoi, nous essaierons à présent de situer l'Assurance dans le processus de développement économique.

.../...

 H A P I T R E II
-♦-♦-♦-♦-♦-

L'ASSURANCE DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL.

Nous avons à plusieurs reprises évoqué les réserves des sociétés d'assurances. Il est donc évident que cette masse monétaire doit être capable, selon l'utilisation qui en est faite, de jouer un rôle dans l'économie en tant que moyen de financement.

Les réserves techniques correspondent aux opérations d'assurances proprement dites. Elles sont les plus importantes. Il est d'autres réserves obligatoires ou facultatives.

Au titre de ces réserves, nous suggérons que la S.O.N.A.R. commence à constituer certaines réserves telles :

- La réserve de garantie destinée à suppléer éventuellement à une insuffisance des réserves mathématiques ou à une insuffisance de ressources.
- Les réserves spéciales correspondant aux engagements de la S.O.N.A.R. vis-à-vis des créanciers privilégiés (fisc, employés, bailleurs d'immeubles, créanciers gagistes, etc. ...) ou aux dépôts de garantie des agents, des assurés ou des tiers.
- La réserve d'amortissement des emprunts
- Les réserves de prévoyance en faveur des employés et agents.

En plus de ces réserves, il peut être constitué des provisions pour parer à toute éventualité : dettes incertaines ou éventuelles, fluctuations de change sur devises étrangères, par exemple.

Ces réserves seront représentées à l'actif du bilan par des immeubles, valeurs mobilières, prêts hypothécaires, autres placements et avoirs liquides comme nous l'avons précédemment dit.

Les comparaisons que nous avons faites entre les données concernant l'assurance et les grandeurs fournies par la Comptabilité Nationale nous permettent de dire que l'assurance subit assez facilement les répercussions des fluctuations de courte durée de l'activité économique.

.../...

Les fluctuations de l'activité économique représentées très approximativement par les variations du produit national brut se retrouvent dans l'évolution des primes encaissées par les sociétés d'assurance.

Une augmentation du produit national de l'ordre 1,3 % en 1978 par rapport à 1977 correspond à une augmentation de 2,3 % des primes encaissées en 1978 par rapport à 1977.

Les principaux éléments du budget de l'Assurance au Bénin (primes, sinistres, frais généraux, placements) s'accroissent à un rythme beaucoup plus rapide que le produit national ; cette tendance qui était visible depuis de nombreuses années, s'est encore accentuée avec l'institution de l'assurance responsabilité civile automobile obligatoire.

Avec un montant de 923 millions de francs CFA de primes encaissées en 1978, l'assurance en République Populaire du Bénin doit être considérée comme un véritable réservoir de capital . La comparaison des placements de la S.O.N.A.R. avec la formation de capital totale illustre bien cette remarque en montrant la part croissante prise par l'assurance dans la formation de capital.

Bien qu'il y ait des retours en arrière, la contribution de l'assurance à la formation globale est croissante. Elle paraît modeste à première vue ; mais il suffit de réaliser que l'assurance est une activité parmi tant d'autres pour mesurer l'importance de tout son soutien financier aux autres secteurs de l'économie nationale.

Si l'on se place du point de vue de l'épargne formée, l'on peut observer que l'assurance se situe aussi en bonne place parmi les secteurs d'activité.

Il est vraiment regrettable que nous n'ayons pas avancé suffisamment de statistiques pour soutenir nos allégations. Mais elles sont en général vérifiées car, elles découlent des estimations que nous avons pu faire à partir des quelques données existantes.

La S.O.N.A.R. reçoit de l'épargne et fournit du capital.

Le financement de l'assurance par rapport à la capacité totale est de l'ordre de 2,8 % en 1976 ; 3,5 % en 1977 et 4,3 % en 1978.

La participation de l'assurance à la capacité de financement globale **est croissante**. L'assurance est alors appelée à jouer de plus en plus le rôle d'un réservoir de capitaux.

Mais comment ce réservoir alimente les autres agents et quelle est son efficacité ~~du~~ point de vue de la croissance économique ?

Notons que l'accumulation de capital n'est pas le seul rôle de l'assurance. Elle donne en outre le goût d'entreprendre et incite à innover. Or, nous savons que toutes les innovations à des degrés divers sont sources de croissance.

Les innovations développent les besoins et constituent un stimulant important pour les investissements.

On peut d'ores et déjà remarquer la participation de l'Assurance à l'accumulation de capital autonome et auto-entretenu dont nous parlions dans la première partie de ce document.

Par une redistribution sélective des revenus, elle tend à améliorer l'état sanitaire des hommes (condition primordiale pour développer la recherche scientifique et technique en vue de la mise au point d'un système technologique propre et interne) et les aide comme le disait Dangibeaud à réaliser leur vocation de producteurs, en leur permettant de continuer d'exister en tant que consommateurs. Dans une période plus ou moins longue, elle permettra dans notre pays l'amélioration de l'espèce humaine et contribuera à promouvoir l'homme comme but de l'activité économique.

Pour le moment, les réalisations effectives sont plus réduites. Cependant, il est temps de cesser de traiter l'assurance en général comme un service réservé aux peuples riches ; car, une telle appréciation restreint abusivement le champ d'application de l'assurance et en détruit les effets.

.../...

En République Populaire du Bénin, l'Assurance pourra jouer un rôle important dans le développement pourvu qu'il soit au préalable mis au point un système technologique propre et interne.

C'est pourquoi, les assureurs béninois doivent se dépourvoir de toute timidité pour comprendre toute la possibilité d'extension de leur profession. C'est à ce titre que nous croyons à l'assurance de l'investissement comme un véritable instrument de croissance et de développement économique. Les cadres Béninois de l'Assurance étudieront dans un proche avenir (nous l'espérons) les possibilités de la prise en charge d'un tel "risque" afin d'en préciser les contours et définir une organisation scientifique y relative.

 H A P I T R E I I I

/N INSTRUMENT DE CROISSANCE :
L'ASSURANCE DE L'INVESTISSEMENT

I GENERALITES

L'Assurance en République Populaire du Bénin ne doit plus être le privilège d'une petite minorité. Elle doit étendre son action et ses bienfaits à la population entière.

C'est pourquoi, son extension à de nouveaux risques est nécessaire.

En effet, les possibilités sont loin d'être épuisées. Certaines assurances pratiquées de nos jours dans les pays développés telles les assurances Cinéma, liées à l'essor de la production industrielle ne le sont pas encore dans notre pays. Il ne s'agira pas d'accepter en portefeuille des risques qui ne s'adaptent pas encore à la réalité béninoise. Cependant, on peut s'apercevoir très facilement que certains risques inexploités ou considérés à tort comme inassurables peuvent jouer un rôle considérable dans le processus de croissance en République Populaire du Bénin. Nous nous sommes intéressés à l'un de ceux-là ; à savoir, le risque de l'investissement.

La protection de la S.O.N.A.R. ne s'est étendue au risque de l'investissement que d'une manière indirecte.

Les unités de production comprennent de plus en plus la nécessité de s'assurer contre des événements qui sont susceptibles de ruiner leurs projets soit en détruisant des installations, soit en mettant à leur charge des obligations imprévues (responsabilité civile)

Elles le comprennent encore davantage depuis qu'il y a eu l'incendie du Fonds Autonome de Stabilisation (F.A.S.) dont les dommages matériels s'évaluent à plusieurs centaines de millions.

Ledit fonds n'était pas assuré malgré tous les efforts faits par la S.O.N.A.R. pour couvrir cette unité de production contre les risques d'incendie.

Cet événement malheureux que constitue l'incendie du Fonds Autonome de Stabilisation a amené l'Etat et le Parti de la Révolution Populaire du Bénin à assigner à la S.O.N.A.R. pour tâche immédiate la

prospection des risques incendie de toutes les Sociétés d'Etat en vue d'arrêter les conditions de leur "assurabilité."

L'assurance incendie pourra ainsi devenir dans les jours qui suivront une assurance obligatoire en République Populaire du Bénin tout au moins pour les sociétés d'Etat ; or, comme l'on le sait bien, ces sociétés prennent une part de plus en plus grande dans l'Economie Béninoise qui se veut socialiste.

L'assurance responsabilité civile, chef d'entreprise ne deviendrait-elle pas de même un jour une assurance obligatoire ? De toute manière, les entreprises comprennent déjà l'importance d'une telle assurance même si la part qu'elle occupe dans le portefeuille de la SO.N.A.R. est encore d'une importance relativement faible. Mais, ne serait-il pas utile de se couvrir en outre contre l'évènement majeur qui est, abstraction faite de tous les évènements particuliers, l'échec de l'entreprise ? Un tel risque est-il assurable ? S'il l'est, dans quelle mesure la SO.N.A.R. pourra-t-elle l'accepter dans son portefeuille et quelles en seraient les repercussions dans le processus de développement économique ?

II - Organisation de l'assurance investissement

On peut se demander si une telle assurance est bien opportune et si elle n'aura pas pour effet d'atténuer la vigilance des entreprises et d'émousser leur combativité.

Toutes ces questions ont toujours été posées à la naissance de tel ou tel type d'assurance et se sont toujours révélées sans fondement.

Rien ne prêtait plus à la fraude et à la négligence que l'assurance incendie. Cependant, elle s'est montrée extrêmement fructueuse grâce aux techniques de prévention et de lutte contre le feu développées sous l'impulsion des sociétés d'assurance.

Il n'y a donc pas de raison que l'assurance investissement ne

"naïsse". Une telle garantie représenterait pour le demandeur de crédit à l'investissement, la meilleure des couvertures à offrir à son banquier ; elle permettrait de tenir compte de la valeur réelle de la demande plutôt que celle du demandeur.

L'assurance de l'investissement, en relation directe avec l'évolution économique, exigerait le dépassement des hypothèses fondées sur les statistiques de créations et de cessations d'entreprises et s'appuyerait surtout sur la recherche d'une prévision plus exacte du futur fondée sur la connaissance des tendances fondamentales qui opèrent dans la longue durée et déterminent largement les niveaux d'activité.

Ces tendances informent sur les relations entre le produit réel, la demande réelle effective et potentielle. Leur connaissance permet d'avoir une mesure des risques de l'investissement en général et de tel investissement en particulier.

Dans le contexte politico-économique de notre pays, l'assurance investissement jouera un rôle important dans les investissements à réaliser par les coopératives.

a) L'assurance des Investissements coopératifs

Les coopératives au Bénin et dans le cadre de nos suggestions doivent être prises dans le sens de groupement de personnes ayant des intérêts communs et constituant une entreprise agricole ou industrielle dans laquelle les droits de chacun à la gestion sont égaux et où la plus-value est répartie entre les seuls associés au prorata de leur activité après déduction des prélèvements éventuels opérés par l'Etat.

Supposons qu'une coopérative telle qu'elle est définie ci-dessus désire mettre en oeuvre une idée innovatrice (combinaison nouvelle de facteurs de production ou type nouveau d'implantation commerciale). Elle ne possède pas les capitaux nécessaires et son crédit n'est pas souvent à la mesure de ses besoins financiers face aux

investissements à faire. Après avoir mesuré la dimension optima de ses projets, compte tenu des moyens techniques à mettre en oeuvre et des impératifs commerciaux, elle demande à la S.O.N.A.R. de lui accorder sa garantie pour un emprunt correspondant à ses besoins en capital ; l'assureur évalue les chances de succès eu égard à la nature de l'entreprise et fixe une prime qui sera payable annuellement pendant toute la durée de l'emprunt. Munie de cette garantie, elle se présente à une banque nationale de son choix pour solliciter les crédits qui lui permettront de passer à la réalisation effective. La banque n'aura plus à prendre en considération que le crédit de l'assureur qui couvre la coopérative et, en cas d'échec, devra lui rembourser ses avances, augmentées des intérêts contractuels.

L'assurance investissement permettrait aussi (contrairement à "l'assurance-crédit" telle qu'elle est pratiquée par la S.O.N.A.R. jusqu'aujourd'hui) à l'assureur de disposer de moyens efficaces pour contrôler le risque assuré et en mesurer l'étendue. Son objet ne serait pas d'assurer le créancier contre la défaillance du débiteur, mais l'entrepreneur contre l'échec d'un programme d'investissement. Son instrument sera l'étude du projet dans la perspective de son encadrement économique.

Au départ, le proposant (la coopérative) devra établir un programme et un devis qui seront soumis à la S.O.N.A.R. qui les fera examiner afin de vérifier le sérieux du projet, ses chances de rentabilité et même sa cohérence avec le devis présenté.

Ce travail nécessite une analyse de la branche d'activité concernée en vue de découvrir ses perspectives de développement en fonction des besoins actuels et futurs, des demandes effectives et potentielles.

Une fois le projet analysé et jugé valable, il restera à fixer le prix de l'assurance. A ce niveau, il est à préciser qu'on n'en arrivera au prix juste qu'après une expérience relativement

longue. Dans les premières années, le tarif pourrait être aménagé dans chaque cas particulier pour être adapté aux conclusions issues des études.

Nous pensons que de meilleures précautions au départ et un contrôle plus rigoureux en cours d'assurance doivent permettre à l'assurance de l'investissement d'être rentable.

Pour ce qui concerne le contrôle en cours d'assurance, deux mesures doivent être prises :

- Le déblocage des crédits par tranches successives au fur et à mesure des besoins de la coopérative et ce, avec l'accord de l'assureur.

Cette mesure réserve à l'assureur le droit d'empêcher le déblocage lorsqu'il arrive à remarquer que les fonds sont détournés vers d'autres objectifs ou projets.

- L'accès aux documents comptables.

Dans l'assurance-investissement, l'assureur aussi bien que la coopérative ont intérêt à la réussite de l'entreprise.

Envisagée de cette manière, elle prend la forme d'une véritable participation de la S.O.N.A.R., efficace et de nature à stimuler largement la croissance du produit réel.

Il convient après ces propositions, de se pencher tant soit peu sur les investissements réalisés par les "bailleurs de fonds étrangers".

b) L'assurance des investissements réalisés par les
"bailleurs de fonds étrangers"

La S.O.N.A.R. n'a certainement pas encore atteint la capacité financière de prendre en charge l'assurance des investissements de plusieurs milliards de francs réalisés par les "bailleurs de fonds étrangers".

En entendant le développement de la S.O.N.A.R. pour avoir la capacité financière de prendre en charge de tels risques, elle

(la S.O.N.A.R.) peut néanmoins trouver dans ces investissements la possibilité d'exercer pleinement son rôle de réassureur.

En effet, les bailleurs de fonds étrangers comprennent déjà plus ou moins ou comprendront la nécessité de prendre une assurance-investissement.

Cette assurance est généralement prise dans les sociétés d'assurance étrangères (Société d'assurance des pays des bailleurs de fonds). Pour que la S.O.N.A.R. y trouve son compte, il suffira d'insérer dans les accords qu'une partie du risque sera cédée en réassurance à la S.O.N.A.R. ; cela constituera pour notre pays un apport de capitaux non négligeables.

Après avoir suggéré les modalités de souscription de l'assurance-investissement et son fonctionnement, nous analyserons succinctement l'influence sur le développement économique d'une telle assurance.

L'influence de l'assurance investissement sur le développement économique

Le champ de l'assurance ne saurait couvrir la totalité de l'investissement. Les entreprises financées par l'épargne publique pourraient échapper à l'assurance. Néanmoins, dans son domaine limité, elle constituerait un facteur de formation de capital productif à ne pas négliger.

La transformation du risque opérée par l'assurance aurait certainement sur le désir d'investir une influence importante et pourrait faciliter la création d'activités productives nouvelles.

Les hésitations à créer de nouveau par crainte de se ruiner seraient dissipées. On peut alors penser que l'assurance-investissement aurait pour effet d'accroître l'incitation à innover et stimuler le progrès technique.

.../...

La S.O.N.A.R. deviendrait un organisme fonctionnant en liaison avec les organes du plan et la sélection serait faite alors selon le critère de l'optimum social mesuré par les objectifs du plan.

/// CONCLUSION

-:-:-:-:-

Nous pouvons dire au terme de nos réflexions, que l'Assurance, en jouant pleinement son rôle, deviendra un véritable instrument d'action dans la revitalisation de notre économie socialiste.

Il est évident que l'amorce du processus de croissance économique en République Populaire du Bénin dépendra non pas d'un seul élément comme ce fut le cas dans les pays actuellement développés, mais d'un ensemble d'éléments dont l'assurance qui, de plus en plus, possède d'atouts pour permettre l'accroissement continu des forces productives.

Une fois que le problème de la technologie sera bien résolu, le capital pourra être facilement accumulé et investi à l'abri de l'assurance dans des entreprises que le progrès technique expose à des risques de plus en plus élevés

L'assurance a encore de larges possibilités et notre conviction est comme le pensait déjà Dangibaud que l'assurance-investissement deviendra un moyen de stimuler les investissements en les sélectionnant autant que possible, par des incitations autres que celle de la maximisation du profit, dans un climat social plus ouvert à l'épanouissement de l'homme.

Nous avons été très limités dans nos recherches en raison du fait que les sources d'information sont encore très incomplètes en matière d'assurance dans notre pays.

Les statistiques que nous avons avancées peuvent ne pas toujours être fiables, mais nous croyons dans le cadre de cette étude avoir contribué à la recherche de jalons.

Nos suggestions peuvent avoir une modeste contribution dans la recherche des solutions aux problèmes auxquels est confrontée la

.../...

SO.N.A.R., jeune Société d'Assurance et de Réassurance dont les structures ne sont encore qu'incomplètement définies.

Notre souhait le plus sincère est que la discussion s'instaure sur les points abordés afin de permettre le développement de l'Assurance en République Populaire du Bénin./.

SENDER

A)

DESCRIPTION SOMMAIRE DE CERTAINES TACHES
EXECUTEES AU COURS DU STAGE

I - SECTION PRODUCTION

Au niveau de la section Production de l'Agence B de la SO.N.A.R., nous avons appris à :

1) Remplir des propositions d'assurance automobile

Il s'agit de recevoir le client, s'enquérir de son problème l'aider à remplir la proposition d'assurance le cas échéant et déterminer le prix de l'assurance.

2) Elaborer différents types d'avenant

On trouvera en annexe un formulaire de proposition d'assurance automobile et d'avenant.

Précisons qu'au niveau de la production, le travail de tarification est très passionnant et bien des recherches méritent encore d'être faites dans ce domaine.

C'est au niveau de la "Production" que le Droit du Contrat en général et celui du Contrat d'assurance en particulier trouvent très souvent leur champ d'application.

Nous avons mis en annexe l'un des contrats que nous avons élaborés. Il s'agit ici d'une police "Responsabilité Civile Chef d'entreprise".

On trouvera encore en annexe une note de couverture relative à une police "Incendie".

Enfin, mentionnons que nous avons participé à des travaux de prospection de risque "Incendie" dans les Sociétés d'Etat de la place.

II - SECTION SINISTRE

Ici, nous avons appris à :

.../...

- 1) Recevoir des déclarations de sinistres
- 2) Instruire des dossiers "sinistres" la plupart ayant trait aux contrats automobile

(Voir lettres N° 460/PA/VA/AL et N° 469/PA/VA/AL)

- 3) Introduire des dossiers "sinistres en règlement"
- 4) Participer à des séances d'évaluation de sinistres

Mentionnons qu'en compagnie de notre maître de stage, nous avons fait des visites de risques.

III - SECTION COMPTABILITE

Notre bureau de synthèse se trouvant à la section comptabilité, nous nous sommes intéressé tant soit peu au travail qu'on y fait.

Nous avons remarqué que la comptabilité des Sociétés d'assurance n'est pas encore pratiquée à la SO.N.A.R. On y fait que de la comptabilité générale.

Nous avons eu accès aux différents livres tenus et nous nous sommes particulièrement intéressé à la passation des écritures.

Enfin, le temps était court et nous devons dire modestement que nous ne connaissons pas encore dans le détail tout le travail pratique qui se fait à l'Agence B de la Société Nationale d'Assurance et de Réassurance (SO.N.A.R.) de la République Populaire du Bénin.

N.B. : On trouvera en plus des documents que nous venions de citer d'autres que nous avons jugé utile d'insérer dans l'annexe.

SONARSOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE
ET DE REASSURANCE**PROPOSITION D'ASSURANCE AUTOMOBILE**

| Pays | Nom Agence
ou
Délégation | Code Agence
ou
Courtier | N°
Police | N° D'AVENANT | | Catégorie | Durée | N° de Police
remplacée |
|------|--------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|---------|-----------|-------|---------------------------|
| | | | | Générale | d'Ordre | | | |
| | | | | | | | | |

PROPOSANT**VEHICULE (Selon Carte Grise)**

Nom-Prénoms :

Adresse :

Profession :

| Carrosserie | Marque et Type | Force C. V. | Nombre places |
|---|---------------------|----------------|--------------------|
| | | | |
| PTC ou en T | N° de Série du Type | N° de moteur | Année Construction |
| | | | |
| N° d'Immatriculation | | Lieu de Garage | |
| | | | |
| USAGE (article 33 des Conditions Générales) : | | | |
| | | | |

PERIODE D'ASSURANCE

| du : | Jour | Mois | Année | au : | Jour | Mois | Année |
|------|------|------|-------|------|------|------|-------|
| | | | | | | | |

| RISQUES A ASSURER | Garanties | Code
s/catégories | Primes Nettes | %
Taxes | Montant des
Taxes | Primes nettes plus
montant des Taxes |
|--|----------------------------------|-----------------------|---------------|--------------------|----------------------|---|
| A. — Responsabilité Civile | Illimitée | | | | | |
| B. — Recours des Tiers Incendie | 50 000 000 | | | | | |
| C. — Dommages au véhicule | Franchise : | | | | | |
| D. — Incendie | | | | | | |
| E. — Vol | Franchise : | | | | | |
| Autres Risques | | | | | | |
| | Coût de Pièces | | | | | |
| CLAUSES PARTICULIERES
Numéros à insérer : | | Prime nette
Totale | | Total des
Taxes | | |
| ANNEXES A JOINDRE : | SOMME TOTALE DUE
PAR L'ASSURE | | | | | |

| TARIFICATION | R. C. | Tierce | Incendie | Vol | Autres risques | N° du Permis :
Catégorie :
Date :
Etes-vous atteint d'une maladie ou
infirmité grave ?
Votre permis a-t-il fait l'objet d'une
suspension
Dans l'affirmation pourquoi ? |
|--------------|-------|--------|----------|-----|----------------|---|
| P. de base = | | | | | | |
| Surprime = | | | | | | |
| s / Total | | | | | | |
| Réduction | | | | | | |
| TOTAUX | | | | | | |

Totaux à ventiler dans la colonne Primes nettes (1) ci-dessus.

ANTECEDENTS DU RISQUE

Nom du ou des précédents assureurs :

Si la police a été résiliée, pour quels motifs ?

Nombre d'accidents survenus au cours des 24 derniers mois.

Leurs importances

N° de la police ;

| | | | | | |
|--|------|--|-----------|---|---------|
| | dont | | corporels | { | Morts |
| | | | | | Blessés |

Fait à

, le

Signature du proposant ,

Votre assurance Automobile ne couvre pas les accidents corporels dont vous-même, le conducteur du véhicule, vos conjoints, ascendants et descendants pouvez être victimes.
Vous pouvez les garantir en souscrivant une police « Assurance des Personnes Transportées en Automobile », complément indispensable de votre contrat Automobile

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE VOTRE AGENT.

SONAR

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCE
ET DE REASSURANCE

PROPOSITION D'ASSURANCE AUTOMOBILE

| Pays | Nom Agence
ou
Délégation | Code Agence
ou
Courtier | N°
Police | N° D'AVENANT | | Catégorie | Durée | N° de Police
remplacée |
|------|--------------------------------|-------------------------------|--------------|--------------|---------|-----------|-------|---------------------------|
| | | | | Générale | d'Ordre | | | |
| | | | | | | | | |

PROPOSANT

Nom-Prénoms :

Adresse :

Profession :

VEHICULE (Selon Carte Grise)

| | | | |
|---|---------------------|----------------|--------------------|
| Carrosserie | Marque et Type | Force C. V. | Nombre places |
| | | | |
| PTC ou en T | N° de Série du Type | N° de moteur | Année Construction |
| | | | |
| N° d'Immatriculation | | Lieu de Garage | |
| | | | |
| USAGE (article 33 des Conditions Générales) : | | | |
| | | | |

PERIODE D'ASSURANCE

| du : | Jour | Mois | Année | au : | Jour | Mois | Année |
|------|------|------|-------|------|------|------|-------|
| | | | | | | | |

| RISQUES A ASSURER | Garanties | Code
s/catégories | Primes Nettes | %
Taxes | Montant des
Taxes | Primes nettes plus
montant des Taxes |
|--|----------------|----------------------|-----------------------|--------------------|----------------------|---|
| A. — Responsabilité Civile | Illimitée | | | | | |
| B. — Recours des Tiers Incendie | 50 000 000 | | | | | |
| C. — Dommages au véhicule Franchise : | | | | | | |
| D. — Incendie | | | | | | |
| E. — Vol Franchise : | | | | | | |
| Autres Risques | | | | | | |
| | Coût de Pièces | | | | | |
| CLAUDES PARTICULIERES
Numéros à insérer : | | | Prime nette
Totale | Total des
Taxes | | |

ANNEXES A JOINDRE :

SOMME TOTALE DUE
PAR L'ASSURE

| TARIFICATION | R. C. | Tierce | Incendie | Vol | Autres risques | N° du Permis : |
|---------------|-------|--------|----------|-----|----------------|---|
| P. de base. = | | | | | | Catégorie : |
| Surprime. = | | | | | | Date : |
| s / Total | | | | | | Etes-vous atteint d'une maladie ou
infirmité grave ? |
| Réduction | | | | | | Votre permis a-t-il fait l'objet d'une
suspension |
| TOTAUX | | | | | | Dans l'affirmation pourquoi ? |

Totaux à ventiler dans la colonne Primes nettes (1) ci-dessus.

ANTECEDENTS DU RISQUE

Nom du ou des précédents assureurs :

Si la police a été résiliée, pour quels motifs ?

Nombre d'accidents survenus au cours des 24 derniers mois

Leurs importances

N° de la police :

dont

corporels

{ Morts
Blessés

Fait à

, le

Signature du proposant ,

Votre assurance Automobile ne couvre pas les accidents corporels dont vous-même, le conducteur du véhicule, vos conjoints, ascendants et descendants pouvez être victimes. Vous pouvez les garantir en souscrivant une police « Assurance des Personnes Transportées en Automobile », complément indispensable de votre contrat Automobile.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRES DE VOTRE AGENT.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

Société d'État au Capital de 300 Millions de Frs

Siège Social: B. P. 2030 - Tél. 31-36-49 - COTONOU

AVENANT

| | | | | |
|--|------------------|---|-----------|-----------------------|
| A rappeler
dans toute cor-
respondance | - N° DE POLICE - | | ÉCHÉANCES | SOUSCRIPTEUR |
| | CATEGORIE | N° D'AVENANT | | |
| | INDICE | Date d'effet :
Date d'échéance
Principale : | | Émission : |
| | AGENCE | N° DE POLICE | | Durée :

AGENCE |

DÉCOMPTÉ DES PRIMES

| COMPTANT | PERIODE | RISQUE DE BASE | AUTRES RISQUES | Complément
de prime | TAXES | PRIME TOTALE |
|--------------------------|----------------------------------|-----------------|----------------|---------------------------|--------------------------|--------------|
| | DU :
AU : | | | | | |
| PRIME
SUIVANTE
(1) | Date de la prochaine
échéance | RISQUES DE BASE | AUTRES RISQUES | PRIME NETTE
TOTALE (1) | PRIME NETTE ANNUELLE (1) | |

(1) Le montant indiqué ne tient pas compte le cas échéant du jeu de l'indice, ni des taxes et complément de prime en vigueur à l'échéance

| | |
|------------|---------------|
| AVENANT d' | N° de pièce : |
|------------|---------------|

AVENANT

SOCIÉTÉ NATIONALE D'ASSURANCE ET DE RÉASSURANCE

Société d'État au Capital de 300 Millions de Fcs

Siège Social: B. P. 2080 - Tél. 31-38-43 - COTONOU

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|-------------------------------|---|----------------|-------------------------|--------------------------|-------------|--------------|----------|------|---------|----------------|----------------|---------------------|-------|--------------|------|--|--|--|--|--|--|--------------------|-------------------------------|-----------------|----------------|------------------------|--------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| A. Appeler dans toute circonstance | | N. DE POLICE | | EVENEMENTS | | SUSCRIPTEUR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CATEGORIE | | N. D'AVENANT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| INDICE | | Date d'effet :
Date d'échéance :
Principale : | | Commission :
Dates : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| AGENCE | | N. DE POLICE | | AGENCE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p align="center">DECOMPTÉ DES PRIMES</p> <table border="1"> <tr> <td rowspan="2">COMPTANT</td> <td>DU :</td> <td>PERIODE</td> <td>RISQUE DE BASE</td> <td>AUTRES RISQUES</td> <td>Complément de prime</td> <td>TAXES</td> <td>PRIME TOTALE</td> </tr> <tr> <td>AU :</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td rowspan="2">PRIME SUIVANTE (1)</td> <td>Date de la prochaine échéance</td> <td>RISQUES DE BASE</td> <td>AUTRES RISQUES</td> <td>PRIME NETTE TOTALE (1)</td> <td colspan="3">PRIME NETTE ANNUELLE (1)</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td colspan="3"></td> </tr> </table> | | | | | | | | COMPTANT | DU : | PERIODE | RISQUE DE BASE | AUTRES RISQUES | Complément de prime | TAXES | PRIME TOTALE | AU : | | | | | | | PRIME SUIVANTE (1) | Date de la prochaine échéance | RISQUES DE BASE | AUTRES RISQUES | PRIME NETTE TOTALE (1) | PRIME NETTE ANNUELLE (1) | | | | | | | | | |
| COMPTANT | DU : | PERIODE | RISQUE DE BASE | AUTRES RISQUES | Complément de prime | TAXES | PRIME TOTALE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | AU : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| PRIME SUIVANTE (1) | Date de la prochaine échéance | RISQUES DE BASE | AUTRES RISQUES | PRIME NETTE TOTALE (1) | PRIME NETTE ANNUELLE (1) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

(1) Le montant indiqué ne tient pas compte de l'impôt sur le revenu, ni des taxes et compléments de prime en vigueur à l'échéance

Fait en à , le
pour prendre effet le

Il n'est pas autrement dérogé aux clauses et conditions tant générales que particulières de la police et des avenants y annexés.

Sont nulles toutes adjonctions ou modifications matérielles non revêtues du visa de la direction
LE CONTRAT AUQUEL EST ANNEXÉ LE PRÉSENT AVENANT EST SOUSCRIT POUR LA

DURÉE DE
LE SOUSCRIPTEUR :

POUR LA SOCIÉTÉ :

e/

SO. N. A. R.

SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE

CAPITAL 300.000.000 F CFA

B. P. 2030 — TEL. 31-36-49 — TELEX 5231

SIEGE SOCIAL COTONOU



POLICE D'ASSURANCE "AUTOMOBILE"

VÉHICULES AUTOMOBILES, MOTOCYCLETTES, CYCLES A MOTEUR

POLICE D'ASSURANCE "AUTOMOBILE"

VOITURES AUTOMOBILES, MOTOCYCLETTES, CYCLES A MOTEUR

Le présent contrat est régi par la loi du 13 Juillet 1930, les décrets des 14 Juin et 30 Décembre 1938, ainsi que par les Conditions Générales et Particulières ci-après

CONDITIONS GÉNÉRALES

I. — ETENDUE DE LA GARANTIE

Article premier. — Sont garantis ceux des risques ci-après désignés qui sont mentionnés aux Conditions Particulières :

- A — Responsabilité civile ;
- B — Recours des tiers incendie ;
- C — Dommages éprouvés par les véhicules ;
- D — Incendie ;
- E — Vol.

Ces garanties sont acquises dans les territoires énumérés aux Conditions Particulières

Art. 2. — Définition de l'Assuré.

Par assuré, il faut entendre :

1. — Pour les risques A et B : le souscripteur, le propriétaire du véhicule et toute personne ayant la garde du véhicule avec leur autorisation ;
2. — Pour les risques C, D et E : le souscripteur et le propriétaire du véhicule, la garantie étant acquise quelle que soit la personne au volant, sous réserve, pour le risque C, des dispositions de l'Article 13.

Art. 3. — Définition des véhicules assurés.

Par « véhicule », il faut entendre non seulement les véhicules automobiles, mais également les remorques qui sont considérées comme des véhicules distincts.

L'assurance porte exclusivement sur les véhicules désignés aux Conditions Particulières.

Toutefois, la garantie s'étend au véhicule loué ou emprunté par l'assuré, en cas d'indisponibilité fortuite de l'un des véhicules compris dans l'assurance. Cependant, la garantie du présent contrat ne s'appliquera que pour la garantie des risques A et B et ce en supplément et après épuisement de l'assurance couvrant le véhicule loué ou emprunté.

Le transfert provisoire de l'assurance sur un tel véhicule sera acquis à l'assuré dès l'envoi d'une lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi) à charge par le souscripteur d'acquiescer, s'il y a lieu, une surprime calculée d'après le tarif en vigueur au moment du remplacement.

Si cette déclaration n'a pas été faite, il sera fait application, suivant le cas, des sanctions prévues aux articles 21 et 22 de la loi du 13 Juillet 1930.

Pour les risques C à E la garantie pourra être étendue au véhicule loué ou emprunté si l'assuré en fait la demande ; en cas de refus de l'assureur, les effets du contrat seront suspendus en ce qui concerne le risque C (Dommages aux véhicules).

II. — DESCRIPTION DES RISQUES GARANTIS

RISQUE A. — RESPONSABILITE CIVILE

Art. 4. — La Société garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir, à raison des accidents corporels ou matériels causés aux tiers par les véhicules automobiles désignés aux Conditions Particulières.

La garantie s'étend :

- a) aux accidents causés par les objets tombant des véhicules en circulation,
- b) aux accidents causés par le véhicule remorquant occasionnellement un véhicule en panne ou remorqué lui-même par un autre, les dégâts subis par ces véhicules n'étant pas couverts,
- c) aux dommages matériels résultant de jet de flamme, d'incendie ou d'explosion consécutifs à un accident et à tous accidents corporels résultant de jet de flamme, d'explosion ou d'incendie des véhicules (les dommages matériels non consécutifs à un accident faisant l'objet du risque B lorsque ce risque est assuré).
- d) aux accidents causés aux tiers transportés, dans les limites prévues aux articles 9 et 10 ci-après.

Enfin, en complément de la garantie Responsabilité civile, la Société garantit à l'assuré, sans considération de responsabilité, le remboursement des frais réellement exposés par lui pour le nettoyage ou la remise en état des garnitures intérieures de son véhicule, de ses effets vestimentaires et de ceux des personnes l'accompagnant, lorsque ces frais sont la conséquence des dommages résultant du transport bénévole et gratuit d'une tierce personne blessée à la suite d'un accident de la route.

RISQUE B. — RECOURS DES TIERS INCENDIE

Art. 5. — La Société garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir à raison des dommages matériels causés aux tiers par les jets de flamme, explosions ou incendie provenant des véhicules automobiles désignés aux Conditions Particulières ou des marchandises transportées sur lesdits véhicules et non consécutifs à un accident.

RISQUE C. — DOMMAGES EPROUVES PAR LES VEHICULES

Art. 6. — La Société garantit les dommages subis par les véhicules désignés aux Conditions Particulières, avec les accessoires et les pièces de rechange dont le

catalogue du Constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule, lorsque ces dommages résultent soit d'une collision avec un autre véhicule, soit d'un choc contre un corps fixe ou mobile, soit d'un versement sans collision préalable.

La garantie s'étend aux dommages éprouvés en cours de transport par terre ou par eau, dans le ou les territoires indiqués aux Conditions Particulières. Toutefois, en cas de transport par mer, la Société ne couvre que la perte totale et ce exclusivement en cours de transport, sous réserve que le véhicule soit chargé sur un navire à vapeur ou à moteur d'au moins 500 tonneaux et bénéficiant de la première cote du BUREAU VERITAS, entre pays où l'assurance est valable.

En cas de dégâts au cours d'un transport, l'Assuré s'engage à les faire constater vis-à-vis du transporteur ou des tiers par tous moyens légaux.

Si, lors d'un accident, les pièces ou accessoires nécessaires à la réparation du véhicule sont introuvables sur place ou d'un modèle périmé, l'indemnité afférente à ces pièces ou accessoires ne pourra pas être supérieure soit au prix du dernier tarif du fabricant en ce qui les concerne, soit au dernier cours coté.

RISQUE D. — INCENDIE ET EXPLOSIONS

Art. 7. — La Société garantit les dommages subis par les véhicules désignés aux Conditions Particulières, avec les accessoires et les pièces de rechange dont le catalogue du Constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule, lorsque ces dommages résultent des événements suivants : incendie, combustion spontanée, chute de la foudre, explosion du moteur et toutes explosions en général, à l'exclusion de celles causées par la dynamite ou autres explosifs analogues.

La garantie ne s'applique pas au contenu des véhicules (marchandises transportées). Toutefois, la Société couvre, à concurrence de 100 Francs Français ou de la contre-valeur en monnaie locale, les vêtements et objets personnels autres que bijoux, argenterie, billets de banque, espèces et valeurs.

RISQUE E. — VOL

Art. 8. — La Société garantit les dommages résultant de la disparition ou de la détérioration à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol, des véhicules désignés aux Conditions Particulières, y compris les frais engagés par l'Assuré avec l'accord de la Société pour la récupération desdits véhicules.

III. — LIMITATION DE LA GARANTIE, RISQUES EXCLUS

RISQUE A. — RESPONSABILITE CIVILE

Limitation de la garantie à l'égard des personnes transportées

Art. 9. — Vis-à-vis des tiers transportés, à titre gratuit, la garantie est limitée aux accidents corporels survenant, soit en cours de circulation, soit lorsque ces tiers montent ou descendent des véhicules, ainsi qu'à la détérioration des vêtements lorsqu'elle est l'accessoire d'un accident corporel survenant dans les mêmes conditions.

En outre, la garantie n'aura d'effet :

— En ce qui concerne les véhicules utilisés pour l'exercice d'une profession et pour la promenade (catégorie 1 comme indiqué à l'article 33) que si le nombre total de personnes se trouvant transportées à l'intérieur du véhicule au moment de l'accident ne dépasse pas de plus de la moitié le nombre de places assises que comporte la carrosserie, tel qu'il est indiqué aux Conditions Particulières.

Toutefois, en ce qui concerne les pick-ups la garantie sera limitée à deux personnes transportées dans la cabine du conducteur, en sus de celui-ci, les enfants de moins de quatre ans n'étant pas compris dans cette limitation.

— En ce qui concerne les véhicules utilitaires (catégorie 2 et 3 comme indiqué à l'article 33) que dans la cabine du conducteur et si le nombre de passagers transportés n'est pas supérieur à deux en sus du conducteur (les enfants de moins de quatre ans n'étant pas compris dans la limite précitée).

— En ce qui concerne les motocyclettes et autres cycles à moteur, que si le véhicule transporte un seul passager.

— En outre, en ce qui concerne les motocyclettes munies d'un side-car, que si le conducteur ne prend qu'un seul passager sur le véhicule et que le nombre de personnes transportées dans le side-car ne dépasse pas le nombre de places assises prévues à cet effet ; la présence dans le side-car d'un enfant de moins de quatre ans, accompagné d'un adulte, n'implique pas le dépassement de cette limite.

Sont considérés comme tiers transportés à titre gratuit les voyageurs qui, sans payer de rétribution proprement dite pour le prix de leur transport, peuvent néanmoins participer occasionnellement et bénévolement aux frais de route ou sont transportés par l'assuré à la recherche d'une affaire commune.

Il n'y a pas assurance pour les accidents causés :

- a) aux personnes transportées à titre onéreux,
- b) aux personnes transportées dans une remorque,
- c) aux personnes ayant pris place en dehors de la carrosserie du véhicule.

RISQUE A ET B
Responsabilité Civile et Recours des tiers incendie.
Personnes ne bénéficiant pas de la garantie.

Art. 10. — Ne sont pas considérés comme tiers :

- a) l'assuré tel qu'il est défini à l'article 2.
- b) le conducteur,
- c) lorsqu'ils sont transportés dans le véhicule : le conjoint, les ascendants et descendants de l'Assuré dont la responsabilité est engagée du fait de l'accident ainsi que le conjoint, les ascendants et les descendants du conducteur,
- d) lorsqu'ils sont transportés à l'occasion de l'activité professionnelle commune, les associés de l'Assuré,
- e) pendant leur service, les salariés ou préposés de l'Assuré ou du conducteur dont la responsabilité est engagée du fait de l'accident.

La Société garantit toutefois les recours que la Sécurité Sociale, dans les territoires où elle est instituée, pourra être fondée à exercer contre l'Assuré à raison d'accidents causés :

1. — Aux personnes désignées sous les rubriques c et d dont l'assujettissement à la Sécurité Sociale ne résulte pas de leur parenté avec l'Assuré ;
2. — Aux personnes désignées sous la rubrique et en cas de faute intentionnelle d'un garagiste ou d'un réparateur.

AUTRES RISQUES EXCLUS

Art. 11. — Il n'y a pas d'assurance pour :

- a) les dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux appartenant à l'assuré ou au conducteur ou qui leur auraient été loués ou remis en garde à n'importe quel titre, notamment les dommages éprouvés par les marchandises et les objets transportés,
- b) les accidents causés par le chargement et le déchargement du véhicule,
- c) les accidents causés en utilisant des véhicules ou des remorques (même mono-roue) non désignés aux Conditions Particulières ou dans un avenant, sauf ce qui est dit au paragraphe b de l'article 4.
- d) les accidents causés aux tiers par les véhicules automobiles confiés à un garagiste ou à un réparateur dans l'exercice de leurs fonctions.

RISQUE C. — Dommages éprouvés par les véhicules.

Art. 12. — Ne sont pas compris dans la garantie :

- a) les dommages survenus sans l'intervention des circonstances prévues à l'article 6 ci-dessus, notamment ceux qui seraient la conséquence directe d'un défaut d'entretien, d'usure, de détérioration du véhicule, de vice de construction, de dénivellement ou mauvais état du sol affecté au roulage automobile, de chute d'accessoires,
- b) les dommages consécutifs à un vol, à un incendie, à un feu, court-circuit, chute de la foudre, congélation dans le moteur ou le radiateur (les dommages consécutifs à un incendie, à un feu ou chute de la foudre peuvent être garantis au titre du risque D),
- c) les dommages occasionnés aux pneumatiques et caoutchouc, objets et marchandises transportés,
- d) les dommages survenus à un véhicule utilitaire transportant une charge excédant de plus de 20 pour cent celle prévue par le Constructeur,
- e) les dommages causés aux véhicules confiés à un garagiste ou à un réparateur.

RISQUES A, B ET C
Responsabilité civile — Recours des tiers incendie
Dommages aux véhicules

Art. 13. — Permis de conduire.

Il n'y a pas assurance pour les accidents survenus lorsque la personne tenant le volant ne peut justifier être titulaire du permis de conduire et s'il y a lieu d'un certificat de capacité en état de validité (ni suspendus, ni périmés) exigés par les règlements publics en vigueur et afférents à la catégorie à laquelle appartient le véhicule conduit ; toutefois, en cas de vol du véhicule ou d'utilisation à l'insu de l'Assuré, la garantie reste acquise même si le conducteur n'est pas titulaire du permis de conduire et s'il y a lieu d'un certificat de capacité.

RISQUES B ET D. — Recours des tiers incendie et incendie

Art. 14. — Sont exclus de la garantie les dommages causés par les véhicules transportant des matières inflammables, corrosives, explosives et comburantes et à l'occasion desquels lesdites matières seraient intervenues, soit dans la cause, soit dans la gravité du sinistre.

Toutefois, en ce qui concerne les matières inflammables, il est admis une tolérance de 500 kilos ou 600 litres d'huile, d'essences minérales ou de produits similaires (y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur).

RISQUE D. — Incendie

Art. 15. — Sont exclus de la garantie les dommages causés aux appareils électriques et résultant de leur seul fonctionnement.

RISQUE E. — Vol

Art. 16. — En ce qui concerne les pneumatiques ainsi que les accessoires et les pièces de rechange dont le catalogue du Constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule, la garantie ne joue que s'ils sont volés en même temps avec effraction, escalade ou usage de fausses clés, tentatives de meurtre ou violences corporelles.

L'assurance ne s'étend pas au vol commis par les préposés, pendant leur service, ou les membres de la famille de l'Assuré visés à l'article 380 du Code Pénal ou avec leur complicité.

RISQUES C, D ET E
Dommages éprouvés par les véhicules
Incendie et Vol

Art. 17. — La garantie ne s'applique pas.

- Aux dommages indirects tels que privation de jouissance et dépréciation. Toutefois, en cas d'accident éprouvé par le véhicule, la Société remboursera, à concurrence de 20 pour cent du coût total des réparations effectivement mises à sa charge, les frais entraînés par la garde du véhicule ou son transport au plus proche atelier qualifié pour effectuer les réparations.
- Aux frais de garage consécutifs à un des événements assurés.
- Au contenu des véhicules.

EXCLUSIONS COMMUNES A TOUS LES RISQUES
Sinistres ne donnant pas lieu à garantie

Art. 18. — Il n'y a pas assurance pour :

1. — Les sinistres survenus à l'occasion de la participation des véhicules indiqués dans la police à des rallyes, à des compétitions organisées ou à leurs essais, lorsque le conducteur y prend part en qualité de concurrent ;
2. — Les sinistres survenus pendant la réquisition par une autorité civile ou militaire ou occasionnés par une guerre civile ou étrangère, des émeutes ou mouvements populaires ainsi que les dommages occasionnés directement ou indirectement par une modification de structure du noyau atomique ;
3. — Les sinistres occasionnés par des tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, typhons, ouragans, tornades, cyclone ou tout autre cataclysme ou phénomène météorologique ;
4. — Les sinistres provenant d'attaques du véhicule assuré, isolé ou en convoi et, généralement, de tout acte de vandalisme ou de brigandage quelconque isolé ou concerté ;
5. — Les sinistres causés intentionnellement par le propriétaire du véhicule, le

conducteur, le souscripteur du contrat et toute personne à qui le véhicule a été confié, ou à leur instigation.

Toutefois la garantie reste acquise à l'assuré dont la responsabilité civile est recherchée à l'occasion des sinistres causés par les personnes dont il est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

IV. — FORMATION ET DURÉE DU CONTRAT

Art. 19. — Date d'effet.

Le présent contrat n'est valable qu'après sa signature par l'Assuré d'une part, la Direction de la Société ou ses fondés de pouvoir d'autre part ; la Société pourra en poursuivre, dès ce moment, l'exécution. Mais il ne produit ses effets qu'à partir du lendemain à midi du paiement de la première prime.

Art. 20. — Durée du Contrat.

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux Conditions Particulières.

Lorsque le contrat est souscrit pour une durée autre que celle de la Société, il est, à son expiration et à moins de convention contraire aux Conditions Particulières, reconduit automatiquement d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, notifiée un mois avant l'expiration de l'année d'assurance en cours.

Art. 21. — Résiliation du Contrat.

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions fixés ci-après :

1. — Par l'Assuré ou l'Assureur :

- a) à chaque échéance annuelle de la prime, moyennant un préavis d'un mois,
- b) en cas de transfert de propriété du véhicule assuré (article 19, loi du 13 juillet 1930).

2. — Par l'Assureur :

- a) en cas de non-paiement des primes (art. 16, loi du 13 juillet 1930),
- b) en cas d'aggravation du risque (art. 17, loi du 13 juillet 1930),
- c) en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (art. 22, loi du 13 juillet 1930).
- d) après sinistre (art. 112 du décret du 30 décembre 1938).

La Société se réserve, en ce cas, de résilier par lettre recommandée, moyennant préavis d'au moins un mois à compter de la notification de la résiliation du présent contrat.

Passé le délai d'un mois après qu'elle aura eu connaissance du sinistre, la Société ne pourra se prévaloir de celui-ci pour résilier le contrat, si elle a accepté le paiement de la prime ou de la fraction de la prime venue à échéance après ledit sinistre. S'il est fait usage de la faculté prévue à l'alinéa ci-dessus, le souscripteur aura le droit, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation du présent contrat, de résilier les autres contrats qu'il peut avoir souscrits à la Société. Cette résiliation par le Souscripteur prendra effet un mois après la notification à la Société.

L'usage de la faculté prévue aux deux alinéas précédents entraîne restitution par la Société des portions de primes afférentes à la période pour laquelle les risques ne sont plus garantis.

e) en cas de faillite ou liquidation judiciaire de l'assuré (art. 18, loi du 13 juillet 1930).

3. — Par l'assuré :

- a) en cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans la police (art. 20, loi du 13 juillet 1930), si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante ;
- b) en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat après sinistre (art. 112, décret du 30 décembre 1938),

c) en cas de réquisition de la propriété du véhicule assuré.

4. — Par la masse des créanciers de l'Assuré en cas de faillite ou de liquidation judiciaire de celui-ci (art. 18, loi du 13 juillet 1930).

5. — De plein droit :

- a) en cas de perte totale du véhicule assuré résultant d'un événement non garanti (art. 35, loi du 13 juillet 1930).
- b) en cas de retrait total de l'agrément de l'assureur (art. 26, du décret-loi du 14 juin 1938).

Dans tous les cas de résiliation autres que ceux visés aux paragraphes 1 b) (lorsque la résiliation émane de l'héritier ou de l'acquéreur) et 2 a) ci-dessus, l'assureur doit à l'assuré la portion de prime afférente à la période pendant laquelle les risques ne sont plus garantis.

Lorsque l'assuré a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez le représentant de la Société dans la localité, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée.

La résiliation par l'assureur doit être notifiée par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur.

V. — OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

Art. 22. — Déclarations concernant le risque et ses modifications.

L'assurance est faite sur la base des déclarations du souscripteur qui doit, en conséquence, déclarer exactement toutes les circonstances constitutives du risque connues de lui.

Les changements affectant l'un des éléments suivants :

- La puissance fiscale ;
- La carrosserie ;
- L'usage des véhicules ;
- La profession du souscripteur ou des personnes à qui le véhicule est confié à titre habituel ;
- L'adjonction d'un side-car à une motocyclette ;
- La localité du garage habituel ;
- La charge utile et le poids mort pour les véhicules utilitaires ;
- Le type du moteur (à combustion, à gazogène, à combustion interne ou électrique) ;
- Le nombre de places assises.

Sont susceptibles de modifier l'appréciation du risque et doivent, en conséquence, être déclarés immédiatement par le souscripteur dans les conditions prévues par l'article 17, loi du 13 juillet 1930.

A défaut de déclaration et s'il y a aggravation, il sera fait application des articles 21 et 22 de la loi du 13 juillet 1930.

Art. 23. — Paiement des primes.
Les primes sont payables d'avance.

A l'exception de la première, les primes sont quérables au domicile du souscripteur ou à tel autre lieu convenu.

En outre de la prime, le souscripteur doit acquitter :

— A la souscription du contrat, le coût de police ;
— Par quittance et en même temps que la prime, les frais accessoires dont le montant est fixé aux Conditions particulières.

Tous impôts et taxes établis sur la prime ou sur les sommes assurées et dont la récupération n'est pas interdite par la loi sont à la charge du souscripteur.

A défaut du paiement à l'échéance de l'une des primes, la garantie pourra être suspendue dans les conditions prévues à l'article 16 de la loi du 13 juillet 1930, telle qu'elle est modifiée par le décret du 19 mars 1937, sans préjudice du droit pour la Société de résilier le contrat ou d'en poursuivre l'exécution en justice.

Art. 24. — Obligations en cas de sinistre.

Sous peine de déchéance, l'assuré doit, dans les cinq jours de la date à laquelle il a eu connaissance du sinistre, sauf cas de force majeure, en faire par écrit ou verbalement contre récépissé la déclaration au siège de la Société ou à une de ses agences.

Sous les mêmes sanctions, le délai de déclaration de sinistre s'il s'agit d'un vol, est réduit à 24 heures.

En cas de vol, l'assuré doit, en outre aviser immédiatement les autorités locales de police, le constructeur du véhicule ou son représentant et faire opposition à l'administration qui a délivré le récépissé de déclaration de mise en circulation. Il s'oblige, si la Société le demande, à déposer une plainte au Parquet.

En outre de sa déclaration de sinistre, l'assuré doit indiquer à la Société le nom et l'adresse du conducteur, du ou des lésés, des témoins s'il y en a, et lui fournir tous renseignements sur les circonstances du sinistre.

L'assuré est déchu de son droit à la garantie en cas de fausses déclarations faites sciemment sur la date ou les circonstances du sinistre.

Art. 25. — Sauvegarde des droits de la société en cas de dommages causés aux tiers.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de la Société ne lui seront opposables.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité, l'aveu d'un fait matériel ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne est naturellement portée à accomplir.

L'assuré doit transmettre à la Société tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui lui seraient signifiées à quelque requête que ce soit, pour que la Société puisse répondre en temps utile, sous peine pour l'assuré, en cas de retard, d'en supporter toutes les conséquences et notamment tous dommages qui pourraient en résulter pour la Société.

Art. 26. — Règlement des dommages aux véhicules assurés (Risques C, D et E).

L'assuré fera connaître l'endroit où les dommages peuvent être constatés et les réparations ne seront faites qu'après vérification par la Société, cette vérification devant être effectuée dans un délai maximum de 10 jours à compter de celui où la Société a eu connaissance du sinistre.

Toutefois, lorsqu'au cours d'un voyage un sinistre nécessitera des réparations, dont le montant global n'excède pas 150 Francs Français ou la contre-valeur en monnaie locale, l'assuré pourra les faire exécuter sans expertise préalable, à condition d'envoyer immédiatement à la Société la justification des dépenses ainsi exposées.

Art. 27. — Subrogation.

La Société est subrogée, conformément à l'article 36 de la loi du 13 juillet 1930, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers responsables du dommage.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'exercer en faveur de la Société, celle-ci est déchargée de sa responsabilité envers l'Assuré dans la mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

VI. — OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR

Art. 28. — Montant de la garantie.

Le montant de la garantie est fixé pour chaque risque aux Conditions Particulières.

DISPOSITIONS SPECIALES AUX RISQUES A ET B

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viendront pas en déduction du chiffre de garantie.

Toutefois, en cas de condamnation supérieure au chiffre de garantie fixé par la police, ils seront supportés par la Société et par l'Assuré, dans la proportion de leur part respective dans la condamnation.

Si l'indemnité allouée à une victime ou à ses ayants-droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée pour sûreté de son paiement, la Société procède à la constitution de cette garantie.

Si aucune garantie spéciale n'est ordonnée par une décision judiciaire, la valeur de la rente en capital sera calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente.

Dans l'un et l'autre cas, la Société peut exiger le remboursement des sommes qu'elle a versées ou mises en réserve pour le compte de l'assuré, dans la mesure où elles excèdent le montant de la garantie.

L'amende étant une peine, ne peut jamais être à la charge de la Société.

DECHANCES ET CLAUSES NON OPPOSABLES AUX VICTIMES RECOURS DE LA SOCIÉTÉ CONTRE L'ASSURÉ

Ne sont pas opposables aux victimes ni à leurs ayants droit pour les risques A et B :

a) en ce qui concerne les accidents corporels seulement, la limitation du montant de la garantie et les franchises d'avarie ;
b) les déchéances, à l'exception de la suspension régulière du contrat pour non paiement de prime ;

c) les clauses ayant pour objet de restreindre les garanties des présentes conditions générales ;

d) la réduction de l'indemnité consécutive à la non déclaration de l'une des modifications de risques prévues à l'article 22 et survenant en cours de contrat.

Dans les cas précités, la Société aura la faculté d'exercer contre le souscripteur une action en remboursement de toutes les sommes qu'elle aura payées ou mises en réserve.

DISPOSITIONS SPECIALES AUX RISQUES C, D ET E

L'indemnité ne peut, en aucun cas, être supérieure à la valeur vénale de l'objet sinistré au jour du sinistre.

Si la somme assurée est inférieure à la valeur vénale au jour du sinistre, ou, pour le risque C seulement, à la valeur neuve du catalogue du constructeur au jour de la souscription du contrat, dans le territoire du domicile de l'assuré, l'assuré restera son propre assureur pour l'excédent et supportera sa part proportionnelle du dommage.

RISQUES E ET D

Art. 29. — PROCEDURE.

En cas d'action portée devant une juridiction civile, commerciale ou administrative, dirigée contre l'assuré ou les personnes dont il est reconnu responsable, auteurs d'un accident, la Société assure la défense et dirige le procès.

En cas d'action pénale, la Société se réserve la faculté d'intervenir et de diriger la défense, mais sans pouvoir y être contrainte. L'assuré conservera le droit d'interjeter appel ou de se pourvoir en cassation, mais la Société ne pourra lui imposer l'exercice de ces voies de recours.

En ce qui concerne les voies de recours.

a) devant les premières juridictions la Société en a le libre exercice ;

b) devant les juridictions pénales, la Société pourra toujours, au nom de son assuré civilement responsable, exercer toutes voies de recours. Si l'assuré a été cité comme prévenu, la Société ne pourra toutefois exercer lesdites voies de recours qu'avec son accord, exception faite du pourvoi en cassation lorsqu'il est limité aux intérêts civils.

RISQUES C, D ET E

Les dommages sont réglés de gré à gré ou, s'il y a désaccord, évalués par deux experts choisis par les parties. Faute par les experts de s'entendre, il sera procédé à la nomination d'un tiers expert par les soins du Président du Tribunal Civil compétent les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. Chaque partie paie les frais et les honoraires de son expert, ceux du tiers expert et les frais de sa nomination sont supportés par moitié.

Une fois l'expertise amiable terminée, le sauvetage est aux risques et périls de l'assuré.

Art. 30. — DELAI DE REGLEMENT.

Le règlement de l'indemnité sera effectué dans le délai de quinzaine à compter de la date de l'accord des parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée.

Toutefois, en cas de vol, le règlement ne pourra être exigé par l'Assuré qu'après un délai de trente jours à dater de la déclaration du sinistre. L'assuré s'engage à reprendre les objets volés qui seraient retrouvés dans ce délai, la Société étant tenue seulement à concurrence des dommages et des frais garantis. Si les objets volés sont récupérés ultérieurement, l'Assuré aura la faculté d'en reprendre possession moyennant le remboursement de l'indemnité, sous déduction d'une somme correspondant aux dommages et aux frais garantis.

VII. — DIVERS

Art. 31. — Prescription.

Toutes actions dérivant du contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance, dans les conditions prévues aux articles 25 à 27 de la loi du 13 juillet 1930.

Art. 32. — Toute proposition de l'Assuré tendant à modifier, prolonger, suspendre ou remettre en vigueur le présent contrat ne peut être valablement notifiée que par lettre recommandée adressée au Siège Social de la Société ou à une de ses agences.

Art. 33. — Les termes mentionnés aux Conditions Particulières sous la rubrique « Usage du véhicule » correspondent aux définitions suivantes :

CATEGORIE n° 1. — Véhicules utilisés pour l'exercice d'une profession et pour la promenade.

Le véhicule à carrosserie « tourisme » ou pick-up, objet de l'assurance sert à des promenades d'agrément, à l'exercice d'une profession (par exemple : déplacement pour se rendre au travail, à un rendez-vous d'affaires, visites de clientèle) et n'est pas utilisé commercialement pour le transport ou la livraison de produits ou marchandises.

CATEGORIE n° 2. — Véhicules utilisés pour le transport de produits ou marchandises appartenant à l'assuré.

L'assuré n'est pas muni de la patente de transporteur et le véhicule objet de l'assurance, sert au transport de produits ou marchandises lui appartenant et n'est pas utilisé, même occasionnellement, au transport à titre onéreux de marchandises appartenant à des tiers.

CATEGORIE n° 3. — Véhicules utilisés à des transports à titre onéreux de produits ou marchandises appartenant à des tiers.

CATEGORIE n° 4. — Autobus, autocars et véhicules aménagés pour le transport de voyageurs à titre payant.

Le véhicule est affecté au transport occasionnel ou régulier de passagers à titre payant.

La garantie est étendue aux accidents corporels pouvant leur être causés, dans la limite du nombre de places autorisé, tel qu'indiqué aux Conditions Particulières.

S'il est établi, à l'occasion d'un sinistre atteignant une ou plusieurs personnes transportées que le nombre total de voyageurs au moment de l'accident était supérieur au nombre déclaré aux Conditions Particulières, l'Assuré supportera une part du coût du sinistre proportionnelle à l'insuffisance de la déclaration.

Il n'y a pas assurance à l'égard des personnes victimes d'accidents transportées sur les ailes, marche-pieds, toitures et capots ou installées sur les marchandises chargées dans le véhicule et ce, dans des conditions différentes de celles prescrites par le Code de la Route ou Arrêtés locaux pris pour son application, en ce qui concerne le transport de personnes.

La Société sera, en outre déchargée de toute obligation si le véhicule n'a pas été soumis en temps voulu aux vérifications périodiques effectuées par le Service des Travaux Publics et reconnu par lui en bon état de fonctionnement.

L'Assuré devra en rapporter la preuve à l'occasion de chaque accident.

Toutefois, dans le cas où antérieurement à l'accident, une ou plusieurs vérifications n'auraient pas été effectuées par le fait du Service des Mines ou de toute autre Administration chargée de cette formalité, la garantie serait acquise à l'assuré et s'exercerait par conséquent à l'égard des victimes de l'accident, si l'assuré remettait à la Société une attestation émanant dudit service et justifiant que celui-ci (ou l'Administration substituée) s'est trouvée dans l'impossibilité de procéder aux vérifications prévues.

CATEGORIE n° 5. — Véhicules motorisés à deux ou trois roues
Véhicules à quatre roues d'un poids égal ou inférieur à 150 kg. (poids mort), dont le nombre de places n'excède pas deux et si la conduite de ces véhicules ne nécessite pas la possession d'un permis de conduire.

MOD. N° 641.



CAPITAL 300.000.000 F CFA

B. P. 2030 — TEL. 31-36-49 — TELEX 5231

SIEGE SOCIAL COTONOU

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA POLICE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

Le présent contrat est régi tant par la loi du 13 juillet 1930 ci-après dénommée la Loi et par les décrets des 14 juin 1938 et 30 décembre 1938 que par les conditions générales et celles particulières qui suivent, et par la loi dahoméenne 62-24 du 17 juillet 1962.

Les clauses du présent contrat qui seraient contraires à des dispositions impératives de la législation ou de la réglementation applicable au lieu où sont situés les risques assurés sont, de plein droit, modifiées en conformité de ces dispositions.

Article Premier

Par le présent contrat, la Société garantit l'Assuré contre ceux des dommages visés aux Articles 2 et 3, dont la couverture est stipulée aux Conditions Particulières. Cette garantie est accordée sous réserve des exclusions mentionnées à l'article 4 et dans la limite, pour chaque catégorie de dommages, du capital fixé aux Conditions Particulières. En cas d'insuffisance d'assurance, la règle proportionnelle prévue à l'article 15 ci-après est applicable.

Article 2

RISQUES D'INCENDIE

Sont garantis moyennant des primes distinctes :

1^o Les dommages matériels résultant d'un incendie, causés :

A. — aux **Biens Immobiliers**, c'est-à-dire aux immeubles et à leurs dépendances, à l'exclusion des clôtures ne faisant pas partie intégrante des bâtiments.

B. — aux **Biens Mobiliers**, l'assurance du mobilier personnel couvre les objets appartenant à l'Assuré, à sa famille ou à ses domestiques. Parmi ces objets sont compris les bijoux, pierreries et perles fines, statues et tableaux de valeur, collections, objets rares et précieux.

Sauf stipulation contraire, l'indemnité due en cas de sinistre sur les objets ci-dessus énumérés ne peut dépasser 30 % du capital assuré sur l'ensemble du mobilier.

Il n'est pas dérogé à la Règle Proportionnelle prévue à l'Article 15 ci-après, qui reste applicable en cas d'insuffisance du capital assuré sur l'ensemble du mobilier.

C. — aux **Embellissements, Aménagements** exécutés à leurs frais par les locataires ou occupants.

D. — aux **Vêtements et Effets Personnels** qui se trouveraient momentanément en un lieu autre que celui désigné dans le contrat.

2^o Les responsabilités résultant d'un incendie :

E. — La **Responsabilité Locative (Risque Locatif)**, c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir comme locataire ou occupant, pour tous dommages matériels d'incendie, en vertu des Articles 1733, 1734, 1735 et 1302 du Code Civil.

F. — La **Responsabilité du Fermier ou du Métayer (Risque Locatif)**, c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir à la suite d'un incendie, tant en vertu de l'Article 854 du Code Rural que des Articles 1733, 1734, 1735 et 1302 du Code Civil pour autant qu'ils sont applicables.

G. — Le **Recours des Voisins et des Tiers**, c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assuré peut encourir, en vertu des Articles 1382, 1383 et 1384 du Code Civil, pour tous dommages matériels résultant d'un incendie survenu dans les biens assurés par le présent contrat ou dans les locaux loués ou occupés par l'Assuré au lieu indiqué aux Conditions Particulières.

H. — Le **Recours des Locataires** contre le propriétaire c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que ce dernier peut encourir, pour tous dommages matériels d'incendie causés aux biens mobiliers desdits locataires, par suite de vice de construction ou de défaut d'entretien (Article 1721 du Code Civil).

I. — La **Perte de Loyers**, c'est-à-dire la responsabilité que l'Assuré peut, comme locataire, encourir envers le propriétaire à la suite d'un incendie pour le montant des loyers de ses co-locataires.

3^o Les dommages résultant, à la suite d'un incendie, de :

J. — La **Privation de Jouissance**, c'est-à-dire la perte de valeur locative résultant de l'impossibilité pour l'occupant (propriétaire ou locataire) d'utiliser temporairement, par suite d'un incendie, tout ou partie des locaux dont il a la jouissance.

K. — La **Perte de Loyers**, c'est-à-dire le montant des loyers dont l'Assuré peut, comme propriétaire, se trouver privé par suite d'incendie.

Article 3

AUTRES RISQUES

Toutes les garanties énumérées à l'Article 2 ci-dessus, recours compris, selon les dispositions légales qui leur sont applicables, et notamment en vertu de l'Article 1732 du Code Civil pour la responsabilité locative, peuvent être étendues, moyennant des primes distinctes et stipulation expresse aux Conditions Particulières :

L. — Aux dommages matériels autres que ceux d'incendie occasionnés directement :

1^o Par la chute de la foudre, dûment constatée, sur les biens assurés ;

2^o Par les explosions de toute nature et notamment des gaz servant au chauffage, à l'éclairage et à la force motrice, de la dynamite et autres explosifs analogues, des matières ou substances autres que les explosifs proprement dits, ainsi que les explosions et coups d'eau des appareils à vapeur à l'exception des crevasses et fissures dues notamment à l'usure, au gel et aux coups de feu ;

De convention expresse entre les parties, l'explosion est une action subite et violente de la pression ou de la dépression de gaz ou de vapeurs, que ceux-ci aient existé avant cette action ou que leur formation lui ait été concomitante.

3^o Par l'électricité, sous réserve des dispositions concernant les dommages subis par les appareils électriques et leurs accessoires prévues au paragraphe N ci-dessous ;

M. — Aux dommages matériels autres que ceux d'incendie et d'explosion causés aux objets assurés :

1^o Par le choc ou la chute des appareils de navigation aérienne, ou de parties d'appareils, ou d'objets tombant de ceux-ci ;

2^o Par l'ébranlement résultant du franchissement du mur du son par un avion.

N. — Aux dommages d'ordre électrique subis par les machines électriques, transformateurs, appareils électriques ou électroniques quelconques et canalisations électriques, appartenant ou confiés à l'Assuré.

Article 4

RISQUES EXCLUS

Le présent contrat ne garantit pas, sauf convention contraire aux Conditions Particulières :

1^o Les dommages ne pouvant être considérés comme provenant d'un incendie (notamment accidents de fumeurs, objets tombés ou jetés dans un foyer, brûlures occasionnées par un excès de chaleur sans embrasement...) ou d'un risque garanti par le présent contrat en application de l'Article 3 ;

2^o Les dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'Assuré ou avec sa complicité ;

3^o Les dommages occasionnés par un des événements suivants :

B. — S'il y a pluralité d'occupants, lorsque l'Assuré n'a pas fait garantir une somme au moins égale à quinze fois le montant de son loyer annuel (charges et prestations non comprises) ou de la valeur locative annuelle, si aucun loyer n'a été fixé. Le dommage est alors réglé dans la proportion existant entre la somme assurée et le montant de quinze fois le loyer des douze mois précédant le sinistre (charges et prestations non comprises) ou de quinze fois la valeur locative annuelle.

L'Assuré peut toujours souscrire une assurance de risque locatif supplémentaire, non soumise à la règle proportionnelle, pour couvrir la responsabilité éventuelle qui excéderait le minimum ci-dessus.

C. — Il ne sera pas fait application de la règle proportionnelle au locataire ou occupant partiel s'il est constaté qu'au jour du sinistre la valeur de reconstruction, vétusté déduite, des locaux occupés par lui n'excède pas le montant du capital assuré.

4^o La règle proportionnelle ne s'applique pas aux assurances de responsabilité suivantes dont l'Assuré ne peut à l'avance connaître l'étendue et qui sont visées à l'Article 2 :

- Recours des voisins et des tiers,
- Recours des locataires contre le propriétaire,
- Perte des loyers (assurance souscrite par le locataire).

5^o Report des excédents.

Les excédents d'assurances qui pourraient être constatés au jour du sinistre sur un ou plusieurs articles, soumis à la règle proportionnelle, seront reportés sur l'ensemble des autres articles insuffisamment assurés, payant un taux de prime égal ou inférieur, et répartis au prorata des insuffisances constatées.

En outre, l'assurance du risque locatif supplémentaire pourra toujours, en cas de besoin, être reportée sur la garantie du risque locatif au prorata des primes, au cas où cette garantie serait inférieure au minimum prévu à l'alinéa 3^o B.

Le report des excédents n'est possible que pour les articles garantissant les risques d'un même établissement. Sera considéré comme un seul établissement un risque ou un ensemble de risques appartenant au même propriétaire ou à la même Société, concourant à la même exploitation et réunis dans un même enclos ou groupés dans des conditions telles qu'aucun des bâtiments composant l'établissement ne soit séparé du bâtiment le plus voisin par une distance supérieure à 200 mètres.

Article 16

RÈGLEMENT DES DOMMAGES ET PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ

Si, dans les trois mois à compter de la remise de l'état des pertes, l'expertise n'est pas terminée, l'Assuré aura le droit de faire courir les intérêts par sommation; si elle n'est pas terminée dans les six mois, chacune des parties pourra procéder judiciairement.

Le paiement de l'indemnité doit être effectué au Bureau de l'Agence où le contrat a été souscrit ou transféré dans les 20 jours soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Article 17

SUBROGATION — RECOURS APRÈS SINISTRE

L'Assureur est subrogé, dans les termes de l'Article 36 de la Loi, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'Assuré contre tous responsables du sinistre.

L'Assureur peut, moyennant surprime, renoncer à l'exercice d'un recours.

Toutefois, si la responsabilité du tiers est assurée, l'Assureur peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans la limite de cette assurance.

Article 18

RÉSILIATION DU CONTRAT

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions fixés ci-après :

1^o Par l'Assuré ou l'Assureur :

A. — A la fin de chaque période décennale d'assurance (si la durée excède 10 ans) moyennant préavis de six mois au moins.

B. — En cas de transfert de propriété des biens sur lesquels porte l'assurance (Art. 19, 19 bis de la Loi).

2^o Par l'Assureur :

A. — En cas de non paiement des primes (Art. 16 de la Loi).

B. — En cas d'aggravation du risque (Art. 17 de la Loi).

C. — En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (Art. 22 de la Loi).

D. — Après sinistre (Art. 112 du Décret du 30.12.1938), l'Assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'Assureur.

3^o Par l'Assuré :

A. — En cas de disparition de circonstances aggravantes, si l'Assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (Art. 20 de la Loi).

B. — En cas de cessation de commerce ou dissolution de Société.

C. — En cas de résiliation par l'Assureur d'un autre contrat après sinistre (Art. 112 du Décret du 30 décembre 1938).

4^o Par les parties en cause :

En cas de faillite ou règlement judiciaire de l'Assuré (Art. 18 de la Loi).

5^o De plein droit :

A. — En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non garanti (Art. 35 de la Loi).

B. — En cas de retrait total de l'agrément de l'Assureur (Art. 26 du décret-loi du 14 juin 1938).

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la fraction de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'Assureur, elle doit être remboursée à l'Assuré si elle est perçue d'avance. Toutefois :

1^o Dans le cas visé à l'alinéa 2^o A, l'Assureur a droit à la dite portion de prime à titre d'indemnité de résiliation;

2^o Dans les cas visés aux alinéas 1^o B et 3^o B, l'Assureur a droit à l'indemnité de résiliation prévue aux articles 9 et 10 (3^o alinéa).

Lorsque l'Assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou au Bureau de l'Agence dont dépend le contrat. La résiliation par l'Assureur doit être notifiée à l'Assuré par lettre recommandée adressée à son dernier domicile connu.

Article 19

FRAIS JUDICIAIRES

En cas d'assurance de responsabilité, les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viendront pas en déduction du chiffre de garantie, toutefois, en cas de condamnation supérieure au chiffre de garantie fixé par le contrat, ils seront supportés par l'Assureur et par l'Assuré dans la proportion de leurs parts respectives dans la condamnation.

Article 20

PRESCRIPTION

Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance dans les conditions déterminées par les Articles 25, 26 et 27 de la Loi.

Article 11

PAIEMENT DES PRIMES CONSÉQUENCES DU RETARD DANS LE PAIEMENT. — IMPÔTS

L'Assuré doit verser à l'Assureur les primes et accessoires dont le montant est fixé aux Conditions particulières. Ces sommes sont, sauf stipulation contraire, payables annuellement et d'avance, aux dates indiquées aux Conditions particulières et, à l'exception de la première prime, quérables au domicile de l'Assuré.

A défaut de paiement d'une prime après présentation de la quittance et après un délai de 8 jours à compter de son échéance, l'Assureur peut, moyennant préavis de vingt jours, par lettre recommandée adressée à l'Assuré et valant mise en demeure, suspendre la garantie sans préjudice du droit pour lui de résilier le contrat dix jours après la date d'effet de la suspension ou d'en poursuivre l'exécution en justice.

Dans le cas où la législation locale prescrit des délais plus longs, l'Assureur sera tenu de s'y conformer.

Cette suspension de la garantie ne dispense pas l'Assuré de l'obligation de payer les primes.

Tous les impôts existants ou pouvant être établis soit sur le montant des sommes stipulées au profit de l'Assureur, soit sur les capitaux assurés, et dont la récupération n'est pas interdite, sont à la charge de l'Assuré.

Article 12

OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN CAS DE SINISTRE

Aussitôt qu'un sinistre se déclare, l'Assuré doit user de tous les moyens en son pouvoir pour en arrêter les progrès, pour sauver les objets assurés et veiller ensuite à leur conservation.

IL DOIT :

1° Donner, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les cinq jours, avis du sinistre par écrit à l'Assureur;

2° Faire parvenir à l'Assureur, dans le plus bref délai, une déclaration indiquant les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs;

3° Fournir, dans le délai de 20 jours, un état estimatif certifié et signé par lui des objets détruits et sauvés.

Faute par l'Assuré de remplir ces formalités dans les délais prévus, et sauf le cas fortuit ou de force majeure, l'Assureur aura droit à une indemnité proportionnée au dommage que ce retard pourrait lui causer.

L'Assuré qui, de mauvaise foi, exagère le montant des dommages, prétend détruits des objets n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou partie des objets assurés, emploie sciemment comme justification des moyens frauduleux ou des documents inexacts, ne déclare pas l'existence d'autres assurances portant sur les mêmes risques, est entièrement déchu de tout droit à indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible entre les divers articles du contrat.

En cas de dommages causés à des tiers, l'Assureur ne peut se voir opposer une reconnaissance de responsabilité ou une transaction intervenue en dehors de lui. Toutefois, l'aveu d'un fait matériel n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité (Article 52 de la Loi).

Article 13

EXPERTISE — SAUVETAGE

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable est toujours obligatoire sous réserve des droits respectifs des parties.

Chacune des parties choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation sera effectuée par le Président du Tribunal civil ou de Grande instance ou du Tribunal de Commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties ou d'une seulement, l'autre partie ayant été convoquée par lettre recommandée.

L'expertise, après sinistre, s'effectue, en cas d'assurance pour le compte du tiers, avec le souscripteur du contrat.

Chaque partie paye les frais et honoraires de son expert, et s'il y a lieu, la moitié des honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination.

L'Assuré ne peut faire aucun délaissement des objets garantis. Le sauvetage reste sa propriété, même en cas de contestation sur sa valeur.

Faute d'accord sur l'estimation, la vente amiable, ou la vente aux enchères du sauvetage sur matériel et marchandises, chacune des parties peut demander, par simple requête au Président du Tribunal civil ou de Grande instance ou du Tribunal de Commerce du lieu du sinistre, la désignation d'un expert pour procéder à l'estimation du sauvetage.

Article 14

ESTIMATION APRÈS SINISTRE, DES BIENS ASSURÉS

L'Assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré, elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles ou de celles dont il est responsable.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence et de la valeur, au moment du sinistre, des biens sinistrés, l'Assuré est tenu d'en justifier par tous les moyens et documents en son pouvoir, ainsi que de l'importance du dommage.

A. — Les bâtiments, y compris les caves et fondations, abstraction faite de la valeur du sol, sont estimés, d'après leur valeur réelle, comme prix de reconstruction au jour du sinistre, vétusté déduite. Toutefois, s'il s'agit de menues réparations, il n'est pas tenu compte de la vétusté.

En ce qui concerne les bâtiments construits sur terrain d'autrui, l'indemnité, en cas de reconstruction sur les lieux loués entreprise dans le délai d'un an à partir de la clôture de l'expertise, est versée au fur et à mesure de l'exécution des travaux. En cas de non reconstruction, s'il résulte d'un acte ayant date certaine avant le sinistre que l'Assuré devait à une époque quelconque être remboursé par le propriétaire du sol de tout ou partie des constructions, l'indemnité ne peut excéder la somme stipulée dans cet acte, à défaut de convention ou dans le silence de celle-ci, l'Assuré n'a droit qu'à la valeur des matériaux évalués comme matériaux de démolition.

B. — Le mobilier personnel est estimé d'après sa valeur de remplacement au jour du sinistre, vétusté déduite.

C. — Le matériel est estimé d'après sa valeur de remplacement au jour du sinistre par un matériel d'état et de rendement identiques, cette valeur comprenant les taxes et s'il y a lieu, les frais de transport et d'installation.

D. — Les matières premières, les denrées et marchandises sont évaluées au prix de revient calculé au dernier cours précédant le sinistre, ce prix étant majoré des taxes et s'il y a lieu des frais de transport.

E. — Les objets fabriqués ou en cours de fabrication sont estimés à leur prix de revient, c'est-à-dire au prix (évalué comme au paragraphe précédent) des matières premières et produits utilisés pour leur fabrication, majoré des frais de fabrication déjà exposés et d'une part proportionnelle des frais généraux.

Article 15

VALEUR A GARANTIR — DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INSUFFISANCE D'ASSURANCE — RÈGLE PROPORTIONNELLE —

1° Les capitaux assurés sur chaque article doivent correspondre à la valeur des risques, telle qu'elle est définie à l'Article 14 et en application des alinéas 2, 3, 4 du présent article.

Si, au jour du sinistre, il résulte des estimations que cette valeur excède la somme garantie, l'Assuré est considéré comme son propre assureur pour l'excédent et supporte une part proportionnelle des dommages conformément à l'article 31 de la Loi.

2° La perte des loyers éprouvée par le propriétaire et la privation de jouissance (Art. 2) doivent être garanties à concurrence d'une somme égale au moins à une année des loyers considérés, faute de quoi l'indemnité sera réduite dans la proportion de la somme assurée par rapport au montant d'une année des loyers considérés à la date du sinistre.

3° En ce qui concerne la responsabilité des locataires ou occupants, la responsabilité du fermier ou du métayer (risque locatif - Art. 2) il y a lieu d'appliquer la règle proportionnelle dans les cas suivants :

A. — Si les bâtiments sont loués ou occupés par un seul locataire, principal locataire, occupant, fermier ou métayer, lorsque la somme assurée est inférieure à la valeur totale de ces bâtiments (valeur de reconstruction au jour du sinistre, vétusté déduite);

A. — Guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère),

B. — Guerre civile, actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte d'un de ces faits),

C. — Emeutes ou mouvements populaires (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte d'un de ces faits),

D. — Eruption de volcan, tremblement de terre, inondation, raz-de-marée ou autres cataclysmes.

E. — Ouragan, tempête, trombe ou cyclone.

4° Les dommages autres que ceux d'incendie causés par une explosion se produisant dans une fabrique ou un dépôt d'explosifs;

5° Les dommages aux objets assurés autres que ceux d'incendie ou d'explosion provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de la fermentation ou de l'oxydation lente (les pertes dues à la combustion vive étant seules couvertes);

6° Les destructions d'espèces monnayées, de titres de toute nature et de billets de banque, appartenant ou confiés à l'assuré;

7° Le vol des objets assurés survenu pendant un incendie, la preuve du vol étant à la charge de l'assureur;

8° Les dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de transmutations de noyaux d'atome ou de la radio-activité ainsi que les sinistres dus aux effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

Article 5

FORMATION DU CONTRAT ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT

Le contrat est parfait dès sa signature par les parties. L'Assureur pourra en poursuivre dès ce moment l'exécution, mais le contrat ne produira ses effets que le lendemain à midi du jour du paiement de la première prime, et au plus tôt aux date et heure indiquées aux Conditions Particulières. Les mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

Article 6

DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée fixée aux conditions particulières. Lorsque le contrat contient une clause de tacite reconduction, il est, à son expiration, reconduit automatiquement d'année en année sauf dénonciation par l'une ou par l'autre des parties, un mois au moins avant l'expiration de l'année d'assurance en cours, dans les formes prévues au dernier alinéa de l'Article 18 ci-dessous.

Article 7

SITUATION DES RISQUES

Les garanties du présent contrat, y compris les recours, s'appliquent exclusivement, sauf convention contraire, aux lieux indiqués aux Conditions Particulières, qu'elles visent des biens immobiliers ou des biens mobiliers situés dans les locaux appartenant à l'Assuré ou loués ou occupés par lui.

La garantie cesse donc ses effets sur les biens assurés ayant fait l'objet d'un transfert total ou partiel dans un autre lieu.

Article 8

DÉCLARATIONS DES RISQUES À LA SOUSCRIPTION ET EN COURS DE CONTRAT — SANCTIONS

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'Assuré et la prime est fixée en conséquence.

I. — A LA SOUSCRIPTION DU CONTRAT.

L'Assuré doit déclarer exactement toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'Assureur les risques qu'il prend à sa charge et notamment :

1° La qualité en laquelle il agit (propriétaire en tout ou partie, nu-propriétaire, usufruitier, locataire, occupant, dépositaire, administrateur, souscripteur pour compte d'autrui);

2° Les conditions d'installation matérielle du risque et en particulier :
— construction et couverture — modes d'éclairage, chauffage et force motrice,
— cloisonnement et étages,

— affectation des bâtiments et, s'il s'agit d'une industrie, procédés de fabrication utilisés,

— dépôts de denrées, marchandises, produits ou objets augmentant les dangers d'incendie;

3° Les contiguités avec ou sans communication à des risques plus graves;

4° La proximité de risques plus graves s'ils sont distants de moins de 10 mètres;

5° Les moyens de secours de son Etablissement;

6° Toute renonciation à recours contre un responsable ou garant.

II. — EN COURS DE CONTRAT.

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur par lettre recommandée toute modification à l'une des circonstances indiquées aux paragraphes 1 à 6 ci-dessus.

Cette déclaration doit être faite préalablement à la modification, si celle-ci résulte du fait de l'Assuré, et, dans les autres cas, dans les huit jours suivant le moment où il en a eu connaissance.

Lorsque cette modification constitue une aggravation au sens de l'Article 17 de la Loi, la déclaration doit être faite sous peine des sanctions prévues aux articles 21 et 22 de la loi et l'Assureur peut, dans les conditions fixées par l'Article 17 précité, soit résilier le contrat moyennant préavis de 20 jours par lettre recommandée, soit proposer un nouveau taux de prime. Si l'Assuré n'accepte pas ce nouveau taux, l'Assureur peut résilier le contrat.

III. — SANCTIONS.

Toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans la déclaration des circonstances ou aggravations visées respectivement aux paragraphes I et II du présent article est sanctionnée, même si elle a été sans influence sur le sinistre, dans les conditions prévues par les articles 21 et 22 de la loi :

— En cas de mauvaise foi de l'Assuré, par la nullité du contrat;

— Si la mauvaise foi de l'Assuré n'est pas établie, par une réduction de l'indemnité de sinistre, en proportion des primes payées par rapport aux primes qui auraient été dues, si les risques avaient été exactement et complètement déclarés. Le tarif pris pour base de cette réduction est celui applicable lors de la souscription du contrat ou au jour de l'aggravation de risque.

Toutefois, et par exception, aucune sanction ne sera applicable, pour les risques de simple habitation, aux assurés qui, en toute bonne foi, auraient omis de déclarer la proximité ou la contiguité d'un risque aggravant.

IV. — AUTRES ASSURANCES.

Si les risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, l'Assuré doit le déclarer à l'Assureur.

Article 9

CHANGEMENTS CONCERNANT LA PERSONNE DE L'ASSURÉ

En cas de transfert de propriété de la chose assurée par suite de décès ou d'aliénation, si l'héritier ou l'acquéreur opte pour la résiliation du contrat, il est dû à l'Assureur une indemnité égale au montant d'une année de prime, déduction faite du prorata de prime afférent à la période pendant laquelle les risques ont cessé d'être garantis. Cette indemnité est due par celui qui aliène la chose assurée ou, en cas de décès, par l'héritier.

Article 10

AMÉLIORATION. — DIMINUTION. SUPPRESSION DU RISQUE.

Si, pour la fixation de la prime, il a été tenu compte de circonstances spéciales, mentionnées dans le contrat, aggravant les risques et si ces circonstances viennent à disparaître au cours de l'assurance, l'Assuré a le droit de résilier le contrat sans indemnité, si l'Assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante d'après le tarif applicable lors de la souscription du contrat.

Les primes peuvent être réduites par avenant, si l'Assuré justifie d'une diminution dans l'importance des risques garantis. La réduction ne portera que sur les primes à échoir.

En cas de cessation de commerce ou de dissolution de Société, l'Assuré peut résilier le contrat, moyennant paiement à l'Assureur d'une indemnité égale au montant d'une année de prime, déduction faite du prorata de prime afférent à la période pendant laquelle les risques ont cessé d'être garantis.

En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non prévu par le contrat, l'assurance prend fin de plein droit.

D/

SOCIETE NATIONALE
D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE
(SONAR) - B.P. 2030

Agence "B"
B.P. N° 250

/ COTONOU /

/ COTONOU /

PRIME NETTE ANNUELLE.....324 215
FRAIS ACCESSOIRES 2 000
TAXES 22 835

POLICE N° 3.300.054
EFFET : 1er OCTOBRE 1978
ECHEANCE : 30 SEPT. 1979
DUREE : T.R.

349 050

C O N D I T I O N S P A R T I C U L I E R E S

La SONAR assure la Responsabilité civile chef d'entreprise de la Jonny Hall - BENIN Boîte Postale N° 4 COTONOU aux conditions générales qui précèdent et aux conditions particulières qui suivent :

I - O B J E T d e l a G A R A N T I E

Le contrat garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que celui-ci peut encourir en vertu des articles 1382 à 1336 du Code Civil, à raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par un accident résultant de l'exploitation de son entreprise, telle que définie aux Conditions Particulières.

II D E F I N I T I O N S

a) ACCIDENT : Tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime et à la chose endommagée constituant la cause de dommages corporels, matériels et immatériels.

b) SINISTRE : Toutes les conséquences dommageables d'un même accident susceptibles d'entraîner la garantie de l'Assureur, conformément aux Conditions Générales et Particulières du contrat.

c) DOMMAGES CORPORELS : Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

Dommages Matériels : Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

e) DOMMAGES IMMATERIELS : Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou de la perte d'un bénéfice et qu'entraîne directement la survenance de dommages corporels ou matériels garantis.

.../...

Association
Rég. N° 120

SOCIÉTÉ NATIONALE
D'ASSURANCE ET DE RÉPARATION
(SOMMAIRE) - 1971-1972

Associés

Associés

POUR LE 31-12-1972
ÉTAT : 11-0000000000000000
BÉNÉFICIAIRES : 11-0000000000000000
DURE : 11-0000000000000000

POUR LE 31-12-1972
ÉTAT : 11-0000000000000000
BÉNÉFICIAIRES : 11-0000000000000000
DURE : 11-0000000000000000

11-0000000000000000
11-0000000000000000
11-0000000000000000

CONDITIONS

La Société assure la Responsabilité civile chef d'entreprise
prise de la Loi sur la Loi - 11-0000000000000000
L'assuré est tenu de respecter les conditions particulières
qui suivent :

1 - OBJET DE LA GARANTIE

La Société garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile que celui-ci peut encourir en vertu des articles 1382 à 1386 du Code Civil, à raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés autrui par un accident résultant de l'exploitation de son entreprise, telle que définie aux Conditions Particulières.

II - DÉFINITIONS

a) ACCIDENT : Tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime et à la chose endommagée constituant la cause de dommages corporels, matériels et immatériels.

b) DIRIGÉ : Toutes les conséquences dommageables d'un même accident susceptibles d'être imputées à la garantie de l'Assuré, conformément aux Conditions Particulières et Particulières du contrat.

c) DOMMAGES CORPORELS : Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

d) DOMMAGES MATÉRIELS : Toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

e) DOMMAGES IMMATÉRIELS : Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un bien, de la destruction d'un service rendu par une personne ou d'un préjudice moral résultant de la mort ou de l'atteinte à l'honneur ou à la réputation d'une personne ou d'un préjudice pécuniaire résultant de la destruction d'un bien.

ANNEXE à CONDITIONS PARTICULIÈRES

=====

à POLICE 3.3 300 054.-/RC CHEF D'ENTREPRISE

f) ASSURE : Le Souscripteur, ainsi que toute personne pour le compte de laquelle il a stipulé suivant mention expresse portée aux Conditions Particulières.

g) TIERS : Toute personne autre que :

- 1° L'Assuré et, à l'occasion de leurs activités communes, ses associés ;
- 2° Le Conjoint de l'Assuré ;
- 3° Les Ascendants et descendants de l'Assuré et leurs conjoints ;
- 4° Les père et mère du conjoint de l'assuré ;
- 5° Lorsque l'assuré est une personne morale, le président, les Administrateurs, directeurs généraux de la Société assurée ;
- 6° Les préposés et salariés de l'assuré responsable dans l'exercice de leurs fonctions.

III - LIMITE DE GARANTIE EN MONTANT - FRANCHISE

=====

A) La garantie s'exerce pour l'ensemble et pour chacun des trois catégories de dommages corporels, matériels et immatériels résultant d'un accident, dans les limites et avec les franchises prévues par sinistre aux Conditions Particulières, sans que les engagements de l'assureur au titre des dommages matériels et immatériels consécutifs concernant un même sinistre puissent excéder la limite de garantie fixée pour les seuls dommages matériels.

B) R.C. DEGATS DES EAUX

=====

La garantie est étendue aux conséquences de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'assuré à raison des dommages matériels et immatériels résultant de l'action directe ou indirecte des eaux, à condition que le fait générateur des dommages se soit produit au cours ou à l'occasion des activités de l'Entreprise de l'assuré telles que définies aux Conditions Particulières.

Cette garantie s'exerce par sinistre, à concurrence de la somme fixée aux Conditions Particulières.

.../...

0-797-776 0-798-244 0-798-244 0-798-244

1944-1945

10-10-68

CONFIDENTIAL

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the situation.

10-10-68

c) R.C. INTOXICATION ALIMENTAIRE (cantines)

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'assuré peut encourir à l'égard des tiers et de ses propres préposés à la suite de dommages corporels provenant d'intoxications ou empoisonnements provoqués par l'absorption d'aliments préparés et/ou servis dans les cantines de l'entreprise de l'assuré.

Cette garantie s'exerce, par année d'assurance et par sinistre à concurrence de 25 000 000

Il est précisé que forment un seul et même sinistre tous dommages résultant d'une même cause d'intoxication ou d'empoisonnement.

1) INTOXICATION ALIMENTAIRE (commerce)

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que l'assuré peut encourir à la suite de dommages corporels :

- provenant d'intoxications alimentaires ou d'empoisonnements provoqués par des boissons ou des produits alimentaires préparés et/ou fournis par lui à titre onéreux ou gratuit ;

- ou dus à la présence fortuite d'un corps étranger dans lesdits aliments ;

- et survenu pendant la période de validité de la présente extension de garantie.

La garantie s'applique aux réclamations portées à la connaissance de l'assuré pendant la période de validité de la présente extension et au plus tard dans le délai d'un AN, après la date de cessation des effets de cette extension.

ARTICLE 10 (Continued)

La garantie est émise aux conditions particulières de la Responsabilité Civile des Passagers pour assurer à l'échelle de la compagnie les dommages et intérêts dus aux passagers pour les dommages matériels et corporels résultant d'un accident de mer ou d'un accident de terre survenu pendant le voyage. Les dommages matériels et corporels sont couverts par la compagnie pour les dommages matériels et corporels résultant d'un accident de mer ou d'un accident de terre survenu pendant le voyage. Les dommages matériels et corporels sont couverts par la compagnie pour les dommages matériels et corporels résultant d'un accident de mer ou d'un accident de terre survenu pendant le voyage.

ARTICLE 11 (Continued)

La garantie est émise aux conditions particulières de la Responsabilité Civile des Passagers pour assurer à l'échelle de la compagnie les dommages et intérêts dus aux passagers pour les dommages matériels et corporels résultant d'un accident de mer ou d'un accident de terre survenu pendant le voyage. Les dommages matériels et corporels sont couverts par la compagnie pour les dommages matériels et corporels résultant d'un accident de mer ou d'un accident de terre survenu pendant le voyage. Les dommages matériels et corporels sont couverts par la compagnie pour les dommages matériels et corporels résultant d'un accident de mer ou d'un accident de terre survenu pendant le voyage.

E)

R.C. VOL PAR PREPOSES

=====

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile mise à la charge de l'assuré par décision judiciaire du chef du préjudice subi par des tiers et q'entraîne pour eux le vol de bien quelconque leur appartenant ou dont ils avaient la garde ou l'usage, lorsque ce vol a été commis par les préposés de l'assuré au cours ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

G A R A N T I E S .

=====

| NATURE DES GARANTIES | MONTANT des GARANTIES | FRANCHISE |
|---|-----------------------|-----------|
| - R.C. ACCIDENT | sans limitation | 50.000 |
| - INCENDIE EXPLOSION
(tous domm. Corpo. Exclus) | 10.000.000 | 50.000 |
| - DEGATS DES EAUX
(tous domm. Corpo. Exclus) | 5.000.000 | 50.000 |
| - VOL PAR PREPOSES
(tous domm. Corpo. Exclu } | 5.000.000 | 50.000 |
| - INTOXICATIONS ALIMENTAI-
RES (cantine) | 25.000.000 | 50.000 |
| - INTOXICATION ALIMENTAIRE
(commerce) | 25.000.000 | 50.000 |

IV- EXCLUSIONS DE GARANTIE

=====

SONT EXCLUES LES CONSEQUENCES PECUNIAIRES DE LA RESPON-
SABILITE CIVILE ENCOURUE PAR L'ASSURE A RAISON:

- a) Des dommages subis par toute personne n'ayant pas la qualité de tiers au sens du § ci-dessus.
- b) Des dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré;
- c) Des dommages occasionnés:
 - par la guerre étrangère; il appartient à l'assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de la guerre étrangère;
 - par la guerre civile, les actes de Terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'action concertée de Terrorisme ou de sabotage, les émeutes, les mouvements populaires, la grève et le Lock-out; il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits;

et les dommages résultant d'actes directs ou indirects d'ext...

.../...

d) Des dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosions de dégagement de chaleur, d'irradiations ~~provenant de transmutation~~ de noyaux d'atomes ou de la radio-activité ainsi qu'aux effets de radiations provoqués par l'accélération artificielle de particules en général; cependant la garantie est étendue aux conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'assuré à raison des dommages matériels et immatériels causés par un accident, une explosion, à condition que le fait générateur des dommages se soit produit au cours ou à l'occasion des activités de l'Entreprise de l'Assuré telles que définies aux Conditions Particulières.

Cette garantie s'exerce par sinistre, à concurrence de la somme fixée aux Conditions Particulières.

Sont exclus:

1) Les dégâts occasionnés par un excès de chaleur sans embrasement;

2) Les dommages causés aux tiers et résultant d'un incendie ou d'une explosion survenus dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant à titre quelconque.

e) Des dommages causés par des ouragans, trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique.

f) Des dommages causés en temps de guerre par des engins de guerre, des dommages causés après la date légale de cessation des hostilités par des engins de guerre dont la détention est interdite et dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable seraient sciemment possesseurs ou détenteurs, ainsi que ceux qui seraient causés par la manipulation volontaire d'engins de guerre par l'assuré

g) Des dommages causés:

- par tous véhicules terrestres à moteur, y compris les engins de chantiers automoteurs, qu'ils fonctionnent comme véhicules ou outils;

- par tous véhicules terrestres construits en vue d'être attelés à un véhicule terrestre à moteur; et destinés au transport de personnes ou de choses;

- par tous appareils terrestres attelés à un véhicule terrestre à moteur; dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage;

h) Des dommages subis par tous véhicules, animaux, choses ou substances dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable sont propriétaires ou qu'ils ont en dépôt, en location, en garde, en prêt ou qui leur sont confiés pour les utiliser, les travailler, les transporter ou dans tout autre but.

V DECLARATION de L'ASSURE

=====

L'assuré déclare exercer une profession de commerçant se consacrant à la vente soit en gros, soit au détail de marchandises diverses ou de produits en état où ils leur sont livrés.

Ce sont généralement des produits d'alimentations, d'habillement, de faïence ou de porcelaine, de verrerie, d'appareils ménagers etc... qui peuvent se vendre avec livraison. D'autre part, ~~il n'y a~~

.../...

1. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

2. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

3. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

4. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

5. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

6. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

7. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

8. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

9. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

10. Les personnes qui ont été déclarées délinquantes par le tribunal de la jeunesse sont considérées comme délinquantes jusqu'à ce qu'elles aient atteint l'âge de 18 ans.

l'Assuré déclare que l'ensemble des salaires versés à son personnel au titre de la période du 31 Mars 1978 au 1er Avril 1979 s'élève à 57.895.584 F CFA et la SONAR lui donne acte de déclaration.

VI

P R I M E

=====

La Société assurée s'engage à verser à la SONAR au début de chaque année d'assurance une prime provisionnelle d'un montant égal à celui de la prime réelle payée pendant l'année précédente. Cette prime sera révisée en fin d'année d'assurance en augmentation ou en réduction sur la base des salaires versés pendant l'année d'assurance écoulée, en appliquant le taux de prime de 0,56%

L'Assuré s'engage à envoyer à la SONAR dans les huit jours qui suivent l'expiration de chaque année d'assurance le relevé complet des salaires payés ou alloués par lui pendant l'année écoulée à l'ensemble de son personnel.

VII

ETENDUE TERRITORIALE DE LA GARANTIE

=====

La garantie du contrat s'exerce exclusivement pour les accidents survenus sur le Territoire de la République Populaire du BENIN.

VIII

EFFET ET PERIODE DE GARANTIE.

=====

Le présent contrat est conclu pour une durée d'un an et se renouvellera par TACITE RECONDUCTION à défaut d'une demande de résiliation par l'une ou l'autre partie moyennant un préavis de TROIS MOIS avant la fin de la période en cours.

Fait en triple à COTONOU, le 12 Septembre 1979
pour prendre effet le 1er OCTOBRE 1979

L'ASSURE

Pour la SONAR

Le Responsable d'Agence

La présente décision des Plénipotentiaires des Parties contractantes a été prise à la suite de la réunion du 11 mars 1979 au Palais de la Paix à Genève.

La présente décision a été prise à la suite de la réunion du 11 mars 1979 au Palais de la Paix à Genève. Elle a été prise à la suite de la réunion du 11 mars 1979 au Palais de la Paix à Genève.

La présente décision a été prise à la suite de la réunion du 11 mars 1979 au Palais de la Paix à Genève. Elle a été prise à la suite de la réunion du 11 mars 1979 au Palais de la Paix à Genève.

La présente décision a été prise à la suite de la réunion du 11 mars 1979 au Palais de la Paix à Genève. Elle a été prise à la suite de la réunion du 11 mars 1979 au Palais de la Paix à Genève.

Fait à Genève le 11 mars 1979.
Pour le Président du Comité
[Signature]

Le Responsable d'Agence
[Signature]

Le Secrétaire

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

COTONOU, LE 12 SEPTEMBRE 1979

MINISTERE DES FINANCES

SOCIETE NATIONAL D'ASSURANCE
ET DE REASSURANCE (SONAR)

AGENCE "B"

B.P. 250 - Tél. 31-34-16
COTONOU

PRIME : 1.498.138

TAXES : 449.442
1. 947.580

NOTE DE COUVERTURE

POLICE N° INCENDIE

S O B E P A

B.P. 11 / COME /

En attendant la rédaction définitive des clauses du Contrat Incendie entre la SOBEPA et la SO.N.A.R., relatif aux installations de la Société Béninoise de palmeraie sises au complexe hydro-agricole de Comè Nord,

la SO.N.A.R. accorde sa garantie pour le risque incendie des installations ci-après énumérées.

La garantie de la SO.N.A.R. porte sur les risques et capitaux suivants :

Risques

| | |
|---|-------------------|
| Cabine poste de livraison du courant électrique et de leur équipement | 5.489.000 |
| - Estacade (génie Civil) | 37 599 200 |
| - Décanteur (bassin en béton armé) | 5 012 400 |
| - Station de reprise (génie Civil) | 27 523 330 |
| - Appareillage Hydromécanique et hydro électrique | |
| a) A la station reprise | 132 590 330 |
| b) A l'estacade | <u>65 456 960</u> |
| | 273 671 220 |

La SO.N.A.R. perçoit une prime de F.CFA 1.947.580
(UN MILLION NEUF CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQ CENTS QUATRE VINGTS)
toutes taxes comprises.

Date de prise d'effet : 1er Juillet 1979

Durée du Contrat : La police est souscrite pour une durée d'un An. Elle se renouvellera d'année en année par tacite reconduction à moins que l'une des parties n'en fasse la dénonciation par lettre recommandée un mois au moins avant l'expiration de l'une des périodes annuelles.

L'assurée

Pour la SO.N.A.R.

La SOBEPA Responsable,

Le Responsable d'Agence B

W/SIN. N° 33.307.084 du 17/3/79

K/SIN. N° 30.073/79 C.A.P.E. D.S.S.A. CAMBODGE

C/AMACOROU BAYREND

En réponse à votre lettre ci-dessus citée en référence, nous attirons à votre attention que la matérialité des faits ne nous permet pas d'accepter le partage de responsabilité que vous nous proposez.

La configuration des lieux de l'accident telle qu'elle a été exposée dans le procès verbal (sol dur, sec, non glissant, visibilité dégagée, absence de signalisation) n'oblige pas à une restriction particulière de vitesse.

L'arrêt de vitesse dont vous avez allégué est une appréciation subjective car nous ne disposons d'aucun indice (trace de freinage, labourage) pouvant permettre l'estimation des vitesses en cause de l'accident.

Par ailleurs, nous pensons, contrairement au point de vue que vous exposez dans votre lettre que l'approche d'un camion

REUNION POPULAIRE DU BENIN

MINISTRE DES FINANCES

SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCES

ET DE REASSURANCE (SONAR)

BOITE "B"

R.P. 250 - Tél. 31-34-15

COU

V/NB : 460/PV/VAL

V/LETTE IL/TL/SL/79

Camarade Responsable,

V/SIN. N° 53.303.084 du 13/3/79

V/SIN. N° 50.073/79 CARTE D'ASSURANCE

S/AGENCE D'ASSURANCE

En réponse à votre lettre ci-dessus citée en référence, nous portons à votre attention que la matérialité des faits ne nous permet pas d'accepter le partage de responsabilité que vous nous proposez.

La configuration des lieux de l'accident telle qu'elle a été décrite dans la procès verbal (sol dur, sec, non glissant, visibilité dégagée, absence de signalisation) n'oblige notre assureur à aucune limitation particulière de vitesse.

L'examen de vitesse dont vous avez allégué est une appréciation subjective car nous ne disposons d'aucun indice (trace de freinage, déviation) pour nous permettre l'estimation des vitesses au moment de l'accident.

Par ailleurs, nous pensons, contrairement au point de vue que vous exposez dans votre lettre que l'approche d'un camion

de la dimension de celui de votre assuré ne devait constituer aucune espèce d'obstacle majeur sur une route comme la RIE n° 11 large de 5,76 m.

La défaillance dans la direction du véhicule de votre assuré par suite de la rupture de la lame maîtresse du côté droit est à n'en point douter l'unique cause de l'accident.

En conséquence, vous voudriez bien régler à notre assuré, le Camarade ANAGONOU Raymond, le préjudice dont vous trouverez détail dans notre lettre 425/PA/ABC/AL du 11 Juillet 1979.

Veillez agréer, Camarade Responsable, l'expression de nos sentiments patriotiques et révolutionnaires.

Prêt pour la Révolution !
La lutte continue.

Le Responsable,

P. AKPAMOLI

MINISTERE DES FINANCES

SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE
ET DE REASSURANCE (SONAR)

AGENCE "B"
B.P. 250 - Tél. 31-34-16

COTONOU

Camarade Responsable
de la S.C. N. A. R.
Agence "D"

COTONOU

N/REF. : 469/PA/VA/AL

Camarade Responsable,

V/SIN. N° 53.306.783 O.A.E.

N/SIN. N° 20.255/78 du 10/9/78 KARIM Amidou

Suite à votre lettre AA N° 4641/79 du 23 Mars 1979, nous vous rappelons que les circonstances de l'accident telles qu'elles ont été décrites à la page 2 du procès verbal témoignent de la responsabilité entière de votre assuré l'O.A.E.

Les conclusions du procès verbal n'ont pas manqué en outre de le confirmer.

S'agissant du croquis annexé au procès verbal, nous portons à votre attention que votre constatation selon laquelle le point de choc probable (point C) est situé dans le couloir de gauche par rapport au sens de marche de "B", véhicule de notre assuré, ne constitue pas un argument en faveur de votre client.

En effet, il n'existe sur la chaussée aucune signalisation horizontale (trait continu) interdisant à notre assuré de traverser momentanément "l'axe médian", pourvu qu'il ne constitue pas un obstacle en cas de croisement.

Votre argumentation serait peut-être acceptable si l'accident était intervenu à un moment de croisement entre les deux

.../...

77-104-3, 30-1000-10

1977年12月15日

Digitized by Google

[illegible]

... 04 ... 162 ...

(80) $\text{[+Nominative]} \rightarrow \text{[+Nominative]}$

• • • • •

④ 15.30-15.40

10-10-90

1916-1917

500-085,890, 12, 11, 10, 9, 8, 7, 6, 5, 4, 3, 2, 1

[Faint, illegible handwritten text]

1989, 1994, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 26

edificium patet in etiam si non daretur

100-443887-100

[illegible]

000000

[illegible]

erolized upon α -factor, which may involve binding of secretory

1945

ENERGIA 100% RECICLADA

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

[illegible][illegible]

... ..

véhicules ; dans ce cas, on pourrait éventuellement reprocher à notre assuré de n'avoir pas suffisamment serré sa droite à l'occasion dudit croisement ; mais les choses se présentent autrement car vous conviendrez avec nous que le procès-verbal mentionne clairement que votre assuré sortant de son domicile a manqué de prudence en ne vérifiant pas la circulation avant de s'engager.

En conséquence, vous voudrez bien reconsidérer votre position pour payer à notre assuré selon votre meilleure convenance la somme de F.CFA : 80 024 représentant le montant du préjudice de notre assuré.

Comptant sur votre compréhension et votre diligence, veuillez agréer, Camarade Responsable, l'expression de nos sentiments patriotiques et révolutionnaires.

Prêt pour la Révolution !

La lutte continue.

Le Responsable,

P. AKPAMOLI

10. The following information is available for the year ended December 31, 2015:

110-100-1